

La Situation des Clercs de Notaire vis-à-vis du Droit social

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 14 Mars 1942, à 14 heures

PAR

Pierre JONQUET

Jury :

Président : M. Georges SCELLE, Professeur.

Suffragants { M. ESMEIN, Professeur.
M. SIBERT, Professeur.

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(Société Anonyme)

22, Rue Soufflot, PARIS (5°)

1942

Nom du candidat : **JONQUET**

Prénom : **Pierre**

Date de la Soutenance : 14 Mars 1942, 14 heures.

Numéro d'ordre : .

1

JONQUET, Pierre.

La Situation
des Clercs de Notaire
vis-à-vis du Droit social

Paris, Recueil Sirey, éditeur,
1942,
in-8°, 136 pages.

Thèse de Droit
Paris (1942, N°).

2

JONQUET, Pierre.

La Situation
des Clercs de Notaire
vis-à-vis du Droit social

Paris, Recueil Sirey, éditeur,
1942,
in-8°, 136 pages.

Thèse de Droit
Paris (1942, N°).

3

JONQUET, Pierre.

La Situation
des Clercs de Notaire
vis-à-vis du Droit social

Paris, Recueil Sirey, éditeur,
1942,
in-8°, 136 pages.

Thèse de Droit
Paris (1942, N°).

4

JONQUET, Pierre.

La Situation
des Clercs de Notaire
vis-à-vis du Droit social

Paris, Recueil Sirey, éditeur,
1942,
in-8°, 136 pages.

Thèse de Droit
Paris (1942, N°).

**LA SITUATION DES CLERCS
DE NOTAIRE
VIS-A-VIS DU DROIT SOCIAL**



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552818_0070

La Situation des Clercs de Notaire vis-à-vis du Droit social

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 14 Mars 1942, à 14 heures

PAR

Pierre JONQUET

Jury :

Président : M. Georges SCELLE, Professeur.

Suffragants { M. ESMEIN, Professeur.
M. SIBERT, Professeur.

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY
(Société Anonyme)

22, Rue Soufflot, PARIS (5^e)

1942

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs



*Nous autres, pauvres clercs, avec nos
habits noirs... passons la nuit à copier
un inventaire.*

A. DE MUSSET, *Le Chandetier*.

INTRODUCTION HISTORIQUE

A une époque et dans une société où tout change et se modifie à des rythmes effrayants, le notariat est une des rares institutions qui ait conservé son sens profond, le sens de son rôle social, de ses devoirs envers la clientèle et envers lui-même.

Cela est dû en partie à la collaboration directe qui existe entre les notaires et leurs employés. En effet, à la différence des ouvriers d'une usine, les clercs de notaire sont en contact personnel et continu avec le patron ; ils reçoivent les clients quand ce dernier est absent, traitent seuls certaines affaires, rédigent la plupart des actes et prennent une grande part dans la bonne marche de l'étude.

Mais la principale cause de la situation spéciale qu'occupe le notariat dans le droit moderne est certainement l'ancienneté de ses origines. Dès que des conventions purent être constatées par écrit on fit appel à des scribes qui prirent rapidement un caractère officiel. C'est ainsi que la situation des « *notarii romani* » était bien définie.

Leur organisation ne devait cependant pas survivre à la chute de l'Empire Romain ; aussi, dans les temps troublés qui suivirent, il semble qu'en France ce fut le clergé qui se chargea de la rédaction des actes et des conventions solennelles ; seuls, les ecclésiastiques étaient lettrés et ils remplissaient tous les emplois qui exigeaient que l'on sut lire et écrire. Saint Louis reconnut cette pratique et obligea les notaires royaux qu'il créa à s'engager dans les ordres ; les tabellions-notaires étaient donc « clercs » dans le sens propre du mot, et ce n'est qu'à partir du xiv^e siècle qu'ils purent être laïcs. Le mot « clerc » ne disparut cependant pas, mais ne s'appliqua par la suite qu'à leurs employés.

Quelle était la situation matérielle de ces clercs de notaire ? Il semble qu'ils étaient primitivement des domestiques, au sens ancien du mot, à savoir qu'ils appartenaient à la maison de l'officier ministériel chez qui ils travaillaient. Voici d'ailleurs le tableau que M. Genty, dans son ouvrage « la Basoche notariale » trace de leur existence :

« Logés chez leur patron, nourris avec lui et à sa table,
« ils vivaient sous la surveillance directe et attentive
« d'un maître bienveillant dont ils recevaient sans cesse
« les conseils. De leur côté les clercs paraissaient apprécier cette direction... On ne constatait nulle part le
« moindre manquement à la soumission qu'ils avaient
« pour leur maître. »

C'étaient les clercs qui pansaient le cheval du notaire et suppléaient à tous les offices des domestiques en cas d'absence de ceux-ci. Toutefois il ne faudrait pas croire qu'ils étaient dans une situation totalement servile. Com-

me les études ne devaient pas être très encombrées par les affaires et que le nombre des stagiaires était important, les clercs employaient leur temps à la littérature, à la philosophie et à la poésie. Dans les nombreuses études où les répertoires officiels, conservés avec le plus grand soin à travers les siècles, sont parvenus jusqu'à nous, on trouve presque toujours au verso des premières pages de ces registres des poèmes, des pensées, des maximes et même des citations latines plus ou moins déformées.

Il n'est pas étonnant dans ces conditions que les clercs de notaire qui vivaient et prenaient pension chez leur maître n'aient pas été, le plus souvent, payés en numéraire. Il se formait une espèce très particulière de contrat d'apprentissage qui menait le clerc à la fonction qu'il envisageait.

A partir de François I^{er}, l'ordonnance de Villers-Cotterêts de 1539 obligea les notaires à constituer minute des actes passés par leur ministère. Cette réforme ne put être appliquée immédiatement car les notaires étaient obligés de rédiger de leur propre main les grosses de ces mêmes actes ; c'est pourquoi des lettres patentes en date du 1^{er} septembre 1541 permirent à tous les officiers ministériels de faire écrire par leurs clercs toutes lettres ou contrats qu'ils auraient à recevoir. Cette intéressante faculté fit grandir l'importance des clercs et multiplier leurs fonctions ; mais leur situation matérielle ne semble pas s'être améliorée à cette époque.

Par la suite, on fit une distinction entre les clercs jurés-substituts qui pouvaient signer les actes à la place du notaire et les clercs auxiliaires. Tous faisaient d'ailleurs

partie des basoches locales, sorte de corporations ayant leur juridiction et leur discipline spéciales et qui groupaient tous les clercs des « hommes de loi » et des Procureurs du Parlement.

Le notariat fut réformé et réorganisé par Henri IV qui opéra la fusion de tous les offices. Les nouveaux notaires durent à leur tour s'entourer de clercs : on signale même qu'en avril 1675 Louis XIV créa dans le ressort de Tournay « des commis de tabellions » qui ressemblaient fort aux anciens clercs jurés-substituts.

Bref, en 1789, la cléricature existait dans tous les offices ; elle avait ses devoirs et ses droits et la Révolution ne devait pas apporter de grands changements à la situation des clercs. Il faut seulement signaler une réforme tentée par une loi de 1791, spécifiant qu'on devait pourvoir au notariat par voie de concours. Mais ce principe eut des ennemis et c'est pourquoi la loi du 25 Ventose an XI complétée par l'ordonnance des 4-12 janvier 1843 et par la loi du 12 août 1902 revint au principe de l'ancien droit.

Jusqu'en 1914, la situation matérielle des clercs était très pénible. La durée journalière du travail dans les bureaux était d'environ 9 heures et les clercs devaient souvent veiller chez eux pour terminer un acte. Leurs salaires étaient minimes ; presque tous les dimanches ils accompagnaient les notaires dans les adjudications ; ils étaient entièrement à la merci de leur patron et faute de retraites devaient souvent travailler jusqu'à la mort.

En effet, le législateur n'avait pas donné une grande place aux employés des Officiers Ministériels dans le droit social. Cela tient à plusieurs raisons qui sont en-

core valables aujourd'hui. Tout d'abord, la concentration et le machinisme n'ont pénétré que très peu dans le notariat ; or, ce sont les travailleurs de l'industrie, en raison même de leur masse et de leur force morale, qui sont à la base de toutes les grandes lois sociales. Par suite, les relations professionnelles à l'intérieur d'une étude de notaire ont toujours un caractère amical, presque familial, qui diffère totalement de l'esprit de revendication qui se rencontre dans d'autres entreprises. Le notaire, d'ailleurs, qui choisit un nouvel employé, ne l'engage qu'« intuitu personæ » et considère les multiples aspects de sa vie professionnelle et même privée, car la moralité du personnel est une des raisons de la confiance que la clientèle accorde à une étude. Une autre cause de retard dans l'application de la législation sociale aux clercs de notaire découle du caractère de service public du notariat. En effet, le grand moyen d'action des ouvriers sur le législateur a été la grève, avec ou sans occupation des locaux professionnels ; or, ce moyen ne pouvait être employé par les clercs de notaires. Cela tient sans doute à leur petit nombre, mais surtout au caractère public du notariat, car cette profession jouit d'un monopole légal pour certaines matières — hypothèque conventionnelle ou contrat de mariage par exemple — et les notaires doivent se tenir constamment à la disposition de la clientèle. Qu'advierait-il alors si les clercs se mettaient en grève ? La situation serait la même que celle créée par la grève des fonctionnaires ; mais le cas ne s'est heureusement pas présenté.

Depuis une vingtaine d'années et malgré ces causes

de retard, la situation des clercs de notaire vis-à-vis du droit social a été améliorée par de nombreuses lois. Dans les chapitres suivants nous étudierons ces textes en détail; seule, la plus récente nous retiendra ici : c'est la loi du 21 mars 1941 qui étend l'application de la plupart des dispositions du Code du Travail aux employés des officiers ministériels.

A la différence de la majorité des lois sociales, celle-ci n'a pas été précédée d'un mouvement d'opinion et de réclamations intempestives de la part des clercs de notaire. Certes, la Basoche et la Fédération Nationale des clercs réclamaient depuis longtemps un texte en ce sens, mais sa promulgation a été surtout déterminée par le large mouvement d'idées sociales dont s'est toujours inspiré le gouvernement du Maréchal Pétain.

La loi du 21 mars 1941, publiée au *Journal Officiel* du 9 avril 1941 comprend deux articles : l'un, assez développé, ne nous intéresse pas ici, car il ne concerne que la situation d'employés un peu spéciaux, tels que ceux des représentants de commerce ou des théâtres. L'autre, au contraire, s'applique aux clercs de notaire et est assez succinct pour être cité dans son intégralité :

« Sont étendus aux salariés des offices publics et ministériels, des professions libérales et des syndicats professionnels, dans la mesure où elles ne leur sont pas déjà applicables, les dispositions suivantes du Code du Travail :

Livre I : titres 2, 3, 4 et 5.

Livre II : chapitres 1, 2, 3, 4, 5 du titre 1^{er}, chapitres 1 et 2 du titre II, et titre IV.

Livre III : titre I et III. »

Nous retrouverons par la suite toutes les questions traitées dans ces trois livres ; aussi bornons nous ici à rappeler qu'il s'agit des dispositions concernant le contrat de travail, les conditions de travail et les syndicats professionnels.

Cette loi a-t-elle bouleversé la situation, dans les études ? Il ne le semble pas, car la plupart des règles auxquelles elle se rapporte étaient déjà en application dans le notariat. Les présidents des groupements d'Officiers publics et ministériels (1) réunis en conférence le 7 mai 1941 l'ont d'ailleurs reconnu. Ayant pris connaissance de la loi du 21 mars 1941 qui déclare applicables aux salariés des offices publics certaines dispositions du Code du Travail, ils ont constaté que ces textes étaient déjà en application dans leurs professions, le plus souvent à la suite des conventions intervenues avec le personnel (réglementation du travail, salaires minima, congés payés, allocations familiales).

La loi du 21 mars 1941, importante au point de vue théorique n'a donc pas été la cause d'un grand progrès dans la situation des clercs de notaire vis-à-vis du droit social. Certains lui ont même reproché de trop assimiler ces derniers à des ouvriers, ce qui risque de leur faire perdre la place avantageuse qu'ils tiennent dans la société. Nous allons voir que, sans doute, ce raisonnement ne se vérifiera pas, car cette place ne dépend pas seulement des textes législatifs mais est surtout causée par l'honorabilité et par la dignité exigées dans la profession notariale.

(1) Notaires, avoués de première instance, avoués de cours d'appel, commissaires-priseurs, huissiers.

CHAPITRE PREMIER

SITUATION DU CLERC DE NOTAIRE DANS LA SOCIÉTÉ ET VIS-A-VIS DE SON PATRON

La cléricature a toujours joui de la situation quelque peu honorifique qui est accordée dans la société au notariat français. En effet, étant donné les sommes importantes qui sont remises aux notaires, à l'occasion d'une succession ou d'une vente d'immeuble, par exemple, ceux-ci n'emploient que des clercs en qui ils ont toute confiance tant au point de vue pécuniaire qu'au point de vue moral. Toutes les affaires se traitent dans le plus grand secret et aucun manquement à l'observation de la discrétion traditionnelle n'est admis par les Chambres de Discipline. Au point de vue professionnel cependant, il faut faire une distinction entre les clercs selon l'importance des études dans lesquelles ils travaillent.

La majorité des études est située dans des villages, et dans certaines régions pauvres ou montagneuses les notaires travaillent entièrement seuls. Il existe même dans un hameau du Massif Central une étude dont le notaire

n'ayant qu'un ou deux actes à rédiger par mois, est le forgeron de la contrée ; les villageois vont plus souvent le voir pour faire ferrer leurs chevaux que pour la rédaction d'un acte notarié. Ce cas est cependant exceptionnel et généralement, dans les villages, les notaires sont assistés d'un clerc appelé « clerc unique ». C'est un homme âgé dont tout le pays apprécie le savoir et les conseils ; les clients s'adressent de préférence à lui car ils savent qu'il est plus rusé que son patron et qu'il connaît mieux que quiconque les coutumes locales. Cet homme respectable est au courant des inimitiés, des liens de parenté et de la composition des fortunes de tous les habitants du village. Chacun le connaît, lui apporte des produits de sa ferme ou l'invite à déjeuner le dimanche. Mais, dans ce cas, il ne peut rester chez ses hôtes très longtemps, car il est un des rares habitants qui ne respecte pas le repos dominical ; en effet, après les Vêpres, il tient ouverte la sous-agence de la Caisse d'Epargne de la ville voisine. Il reçoit alors, dans les bureaux de la Mairie, la visite de tous ceux qui ont un placement ou un achat à faire ; des conseils lui sont demandés et sont écoutés d'autant plus volontiers qu'ils se sont toujours révélés sages. N'a-t-il pas été de tout temps partisan des immeubles, des terres et des bois ?

Bref, dans son village, le clerc a souvent plus d'amis que le notaire lui-même, car ce dernier est souvent trop distant, et sa femme parfois trop bavarde au gré de la plupart des clients.

Dans les villes, la situation n'est plus la même. Un embryon de division du travail s'opère à l'intérieur des études car le nombre des clercs atteint parfois une di-

zaine. Le Principal est alors un chef puissant qui distribue tous les matins le travail et indique à chacun le programme de sa journée. En effet, dans la plupart des cas, il a sous ses ordres un clerc liquidateur, un caissier, un clerc aux actes courants, et quelques expéditionnaires, dactylographes, coursiers ou stagiaires. En ville comme à la campagne, les principaux clercs ont une clientèle personnelle qui leur est attachée et demande toujours à être reçue par eux ; de même, leurs concitoyens ont souvent besoin de leurs conseils juridiques ou financiers ; mais en général les clercs jouissent en ville de moins de considération qu'à la campagne. Quant aux expéditionnaires, ce sont souvent des retraités qui sont heureux d'avoir ainsi un salaire d'appoint. Il faut aussi ajouter que les clercs travaillent souvent plus que le notaire, avec qui d'ailleurs, ils collaborent étroitement. Ainsi il arrive qu'un liquidateur ou un premier clerc revienne passer la soirée à son bureau afin de terminer une affaire avant l'expiration des délais fiscaux qui sont souvent assortis de fortes amendes. Enfin les Chambres de notaires, à la juridiction desquelles sont soumis les clercs, surveillent toujours leur vie professionnelle et même privée, et font en sorte qu'aucun manquement aux devoirs traditionnels de la cléricature ne soit toléré.

A Paris, la situation, du moins en ce qui concerne les principaux ou premiers clercs, est encore différente. Ceux-ci ont en effet des appointements considérables et possèdent une grande liberté de travail ; ce sont souvent des acquéreurs éventuels d'études qui attendent de pouvoir se rendre propriétaires d'un office intéressant. A

l'Hôtel Drouot, certains clercs, toujours à la recherche de pièces pouvant enrichir leurs collections, assistent à chaque vente de miniatures ou de bibelots rares. Dans leur étude, ils ont un bureau, des secrétaires, des courriers ; ils surveillent les clercs aux sociétés et les liquidateurs ; en un mot ce sont de « petits seigneurs ». Quant aux autres clercs, ils jouissent souvent d'une situation qui les apparente aux fonctionnaires et perdent en prestige l'importance qu'ils gagnent par leur nombre.

Il y a donc une grande différence entre un clerc de notaire de la campagne, d'une petite ville ou de Paris. Tous cependant sont unis à leur patron par le même lien contractuel, lien que nous allons essayer maintenant de déterminer.

Il s'agit évidemment d'un contrat bilatéral à obligations réciproques ; le clerc doit à son patron un certain travail et ce dernier doit à son clerc un certain salaire. Mais ce principe étant admis, plusieurs théories se sont édifiées quant à la nature de ce contrat.

D'après une première doctrine, professée en Droit Romain et reprise par Pothier, le lien contractuel en semblable matière serait le mandat ; on ne devrait donc considérer le clerc que comme mandataire de son patron. Il faut, tout d'abord, remarquer que les auteurs sont divisés pour donner une définition du mandat : pour les uns, c'est un contrat par lequel l'une des parties confie à un tiers la gestion d'une ou plusieurs affaires pour agir à sa place et à son nom (Pothier — Du mandat n° 1 et sqs — Trolong id, n° 8 et sqs) ; pour d'autres le mandat se reconnaît au pouvoir de faire un acte juridique au nom d'une tierce personne (Paul Pont

— des petits contrats art. 1984 — Aubry et Rau, tome IV, page 634). A supposer même qu'une de ces définitions soit exacte, il paraît douteux que le seul lien contractuel existant entre le patron et son clerc puisse être ce mandat. Certes, il est fréquent que dans les relations d'affaires, le clerc apparaisse comme le représentant de son patron ; la jurisprudence le désigne même comme son mandataire tacite ; mais en se basant sur ces faits on ne peut conclure à l'existence d'un mandat comme seul lien contractuel unissant le patron et son clerc. Raisonnons sur une situation analogue : il ne viendrait pas à l'idée d'un juriste de dire, en raison du mandat tacite de la femme mariée, que le seul lien du mandat unit les époux. Dans un cas comme dans l'autre on voit le contrat de mandat naître et se développer accessoirement.

A propos de cette première théorie il faut d'ailleurs ajouter que la possibilité du mandat comme lien unique aurait été dégagée à l'imitation de celui qui unit avocats, médecins, ou architectes à leurs clients. Or, rien ne prouve que le clerc exerce une profession libérale, bien que cette opinion ait été soutenue par certains. Le principe même de la profession libérale est en effet d'être une profession à caractère intellectuel exercée en dehors de toute dépendance hiérarchique, dans de simples rapports de clientèle. Tel n'est pas apparemment le cas du clerc, même non salarié, qui agit toujours sous les directives et sous le contrôle de son patron.

Aussi une seconde théorie a-t-elle été développée par quelques auteurs et a été parfois appliquée par la jurisprudence ; selon elle, le lien contractuel existant entre

clercs et notaires, serait une convention spéciale, d'ordre supérieur. Guillouard, dans son traité, expose que l'exercice des professions libérales ne peut donner lieu à un contrat de louage de service car l'intelligence de l'homme n'est point dans le commerce. Il n'y aurait pas non plus mandat, car cela suppose essentiellement la représentation du mandant par le mandataire. Mais après cet exposé négatif, il construit sa thèse : selon lui, dans les professions autres que celle de l'avocat, la promesse de rémunération faite par la partie qui reçoit les services est valable et obligatoire aux termes de l'article 1.134 du Code Civil.

On se trouverait donc en présence d'une convention spéciale, d'un contrat « sui generis » profondément différent du louage et du mandat. En effet, selon Guillouard, le mandat confié aux clercs de préparer un acte est d'une nature toute particulière ; c'est un contrat qui se combine avec les règles relatives au louage de service. Il renvoie d'ailleurs à une décision fort intéressante du Tribunal de Joigny, 17 mars 1859 (D. P. 59-3-46 aff. Fromont où l'on peut lire cet attendu :

« Attendu... qu'il n'est pas moins certain que la loi
« n'a prescrit aucune règle spéciale au contrat qui règle
« les rapports de clerc à patron, encore bien que ce soit
« un contrat d'une nature spéciale tenant à la fois du
« mandat et du louage de service et se distinguant néan-
« moins de l'un et de l'autre par des caractères essen-
« tiels. »

Une désignation presque semblable a aussi été proposée par la Chambre Civile de la Cour de Cassation dans une affaire Margotteau Barrabel (J. P. 1855, p. 99) arrêt

du 15 janvier 1855. Le terme employé est celui de « convention d'ordre supérieur ». Amiaud, dans son ouvrage sur le notariat reprend cette même expression ; de plus, selon lui, il pourrait y avoir des liens différents entre, clercs et patrons ; seuls les principaux clercs seraient liés à leurs patrons par ce contrat d'ordre spécial, les autres employés devant être assimilés à des commis. Cette distinction n'éclaircit pas le problème, car le terme « convention d'ordre supérieur » n'est qu'une formule littéraire et non une définition juridique. Chacun sait qu'il existe des dispositions d'ordre public mais nul n'a connaissance de ce mystérieux ordre supérieur. Le mot même de convention est d'ailleurs une impropriété juridique et Pothier disait déjà que « la convention qui a pour objet de former quelque engagement est celle qu'on appelle contrat ». Aussi ce lien juridique unissant le clerc à son patron ne peut être à notre avis que le contrat de travail.

Si l'on en croit MM. Colin et Capitant, le contrat de travail est un contrat par lequel une personne, employé, ouvrier ou domestique, s'engage à travailler pour une autre moyennant une rémunération en argent fixée soit par jour, par semaine ou par mois, soit d'après le travail accompli.

Ces auteurs nous indiquent donc que le louage de service suppose une prestation de travail pour un salaire perçu ; cela peut s'appliquer parfaitement aux clercs de notaires. MM. Colin et Capitant spécifient cependant qu'il doit s'agir d'employés, d'ouvriers ou de domestiques ; cette énumération semble compliquer les choses. Il est bien évident en effet qu'on ne peut classer les clercs de

notaires comme des domestiques ou des ouvriers ; mais il paraît possible qu'on puisse les classer dans la catégorie des employés, car, nous l'avons vu, la cléricature n'est pas une profession libérale.

D'ailleurs, Aubry et Rau (5^e édition, tome V, p. 387) diront que le louage d'ouvrage peut avoir pour objet soit des services domestiques, industriels ou commerciaux (*locatio operarum*) soit des œuvres à produire au moyen d'un travail de quelque nature que ce soit, artistique, scientifique ou littéraire (*locatio operis*). Ils n'hésitent donc pas, au point de vue de la *locatio operis*, à assimiler aux arts mécaniques, les arts dits libéraux. Et raisonnant un peu plus loin sur la *locatio operarum*, ils écriront :

« La section première du chapitre III du Titre du
« louage est intitulée : Du louage des Domestiques et
« Ouvriers ; mais les règles qu'elle contient et qui ont
« été complétées par la loi du 27 décembre 1890 doivent
« être étendues par analogie au louage conclu avec des
« personnes dont les services ne rentrent pas dans l'une
« ou l'autre définition, par exemple aux engagements
« des clercs d'officiers publics et ministériels. »

Pour Aubry et Rau en effet, toutes les fois qu'il y a consentement des parties contractantes, prestation de services, paiement du prix convenu, il y a louage de services. Planiol pense aussi que les actes qui sont l'exercice d'une profession artistique, littéraire ou scientifique peuvent faire l'objet d'un louage de service.

Cependant pour la plupart des auteurs, il semble qu'il y ait un déshonneur de parler du louage à propos de ces professions. Tel qui rougirait d'accepter un salaire touche

volontiers un traitement ou des honoraires ; c'est un sentiment dû à l'éducation et non pas une idée rationnelle. Il y a de l'enfantillage à s'en tenir à la distinction des arts serviles et des professions libérales ; ces dernières peuvent en effet donner lieu aux mêmes contrats civils que le travail manuel.

Il semble donc bien que le lien contractuel existant entre clerc et patron soit un contrat de travail. Les clercs de notaire peuvent parfois agir en vertu d'un mandat, mais ils n'en restent pas moins des « locateurs d'ouvrage » qui pour un certain salaire doivent fournir un travail déterminé. Ils ne rentrent ni dans la catégorie des ouvriers, ni dans celle des domestiques : ce sont des employés.

Certes, de même que les ouvriers, ils sont unis par un lien de dépendance assez étroit avec leur patron, mais à la différence de ces derniers ils ne sont pas astreints à un travail purement manuel et sont obligés de garder une certaine tenue dans leur habillement et dans leur mode de vie.

De plus, jusqu'à ces dernières années, une grande différence juridique existait entre les clercs de notaire et les ouvriers. En effet, dans une usine, il n'y a pas de discussion possible de la part de l'ouvrier quand il s'embauche ; il se trouve alors sous l'emprise d'une triple réglementation : la loi, la réglementation de la convention collective, et celle du règlement d'atelier. Par le seul fait qu'il accepte de travailler dans une usine ces trois réglementations s'appliquent automatiquement à l'ouvrier et enlèvent par conséquent tout contenu contractuel au contrat de travail. Il peut en rester quelques bribes,

par exemple sur le salaire ; et encore aujourd'hui les salaires sont presque toujours réglés par la convention collective — au moins en gros par un minimum et un maximum — ou par la loi. On ne peut donc plus parler que d'un acte condition d'embauchage, déclanchant l'application de réglementations unilatérales ou plurilatérales préexistantes.

En effet, dans des conventions il y a souvent autre chose que des dispositions d'ordre contractuel. A ce sujet, on peut rapprocher la situation d'un ouvrier vis-à-vis de son patron de celle des époux entre eux. Dire que le mariage est un contrat est en effet inexact, car si c'était un contrat on en discuterait toutes les conditions, c'est-à-dire les droits et les devoirs des époux. Or le statut d'un homme marié est le même pour tous les hommes mariés ; il n'y a là absolument rien de contractuel pas plus que dans la situation d'un ouvrier lors de son embauchage. Certes, une convention intervient ; il faut et c'est essentiel, l'accord des volontés, mais c'est là un accord-condition qui déclanche sur les individus une situation juridique préalablement établie et entièrement légale.

Au contraire, dans le notariat, jusqu'à ces dernières années toutes les conditions du contrat de travail étaient discutées librement par les parties. Des lois successives et spécialement celle du 21 mars 1941 tendent à faire disparaître cet état de fait. Jusqu'ici, peu de choses ont été changées, car c'est pour des raisons tenant à la personne même de l'employé qu'un notaire prend à son service tel clerc et en refusera un autre qui remplit les mêmes conditions professionnelles. La loi ne pourra

empêcher cette grande liberté qui doit exister dans le choix des clercs de notaire et dans la fixation de certaines conditions de travail. Dans le notariat les contrats de travail ont donc conservé leur caractère primitif alors que dans l'industrie l'embauchage est devenu un « acte condition ».

Il était naturel dans ces conditions que la situation des clercs de notaire vis-à-vis du droit social n'ait été améliorée que très lentement. C'est cette situation que nous allons étudier dans les chapitres suivants, et pour cela nous allons suivre les stades successifs de la vie professionnelle d'un clerc depuis son accès au travail jusqu'à sa retraite.

CHAPITRE II

FORMATION DU CONTRAT DE TRAVAIL

Dans toutes les professions il est nécessaire de faire un apprentissage ; c'est ainsi que les clercs de notaire doivent apprendre leur métier pendant plusieurs années avant de savoir liquider sans erreurs les reprises et les récompenses d'une succession. Pour le notariat cependant, l'expression d'« apprentissage » est remplacée par celles de noviciat ou de « stage », employées très souvent dans la jurisprudence, et qui sont des images plus que des désignations techniques.

Les jeunes gens qui font leur noviciat dans une étude peuvent bénéficier de deux institutions créées spécialement à leur usage. C'est, d'une part, « l'Association pour instruire et aider les clercs de notaire » (1) qui verse des allocations aux jeunes clercs se destinant au notariat et travaillant dans de petites études. D'autre part, sur la recommandation de leurs patrons ou de certains groupements professionnels, cette association rembourse aux stagiaires les frais des cours de l'Ecole de Notariat par correspondance. Cette école située à Paris,

(1) Siège social à Paris, 31, rue du Général-Foy, dans la « Maison du Notariat ».

rue Bonaparte, n° 76, a pour but de répandre l'instruction technique du droit et organise à cet effet des cours et des exposés envoyés aux élèves par correspondance. Ces cours permettent aux jeunes clercs, qui la plupart du temps ne sont pas inscrits à une Faculté de Droit, d'apprendre les principes du droit civil, qu'ils appliquent tous les jours dans les actes. Des examens terminent ces études et des diplômes couronnent les lauréats.

1. — FORMATION DU CONTRAT INDIVIDUEL DE TRAVAIL

Quand un jeune clerc a terminé son noviciat il entre dans la hiérarchie notariale et doit être payé selon les salaires normaux par son patron. Ainsi que nous l'avons vu, il est lié avec ce dernier par un contrat de travail dont la formation ne réclame aucune solennité ; le seul accord des volontés suffit à sa conclusion et il ne nécessite la rédaction d'aucun écrit. D'après Aubry et Rau un contrat de travail existe du moment qu'il y a consentement des parties et prestation du salaire en contrepartie du travail fourni. Aussi est-il exceptionnel qu'un acte soit dressé pour établir les conditions de l'engagement. Cela se fait parfois pour les principaux clercs d'études importantes, mais, le plus souvent on ne trouve qu'un échange de lettres entre les futurs contractants, puis un règlement verbal détaillé des obligations de chacun.

Comme dans tous les contrats de travail la part du statut est plus importante que la part du contrat : durée du travail, repos, mode de paiement du salaire, périodes militaires, délai-congé, tout cela ne dépend plus très

souvent ni de la volonté de l'employeur ni de celle du salarié. Pour la plupart de ces questions les contrats individuels se réfèrent tacitement soit à la coutume notariale, soit aux conventions collectives qui existent dans la majorité des régions depuis 1936.

La principale règle coutumière sous-entendue dans tous les contrats de travail est celle de l'incompatibilité entre la fonction de clerc et d'autres professions. Dans leurs statuts du 4 juillet 1822 les notaires de Paris se sont interdit d'admettre ou de conserver les clercs qui se livreraient à des occupations étrangères au notariat ou contraires à ses usages et à plus forte raison ceux qui auraient accepté des fonctions incompatibles avec celles de notaire. C'est ainsi notamment que la profession de notaire et celle d'avocat étant incompatibles, on a pu se demander si un jeune homme pouvait être à la fois inscrit au stage d'avocat et être clerc de notaire. Les Chambres de Discipline ont autorisé le cumul quand il ne s'agit pas d'un clerc rétribué. Par contre elles ont déjà dû intervenir auprès d'officiers ministériels pour les faire se séparer de clercs qui étaient greffiers de la Justice de Paix. Néanmoins ces Chambres de Discipline se montrent très tolérantes chaque fois qu'il s'agit d'opérations qui ne sont pas formellement contraires aux usages des notaires. Ainsi admettent-elles qu'un clerc, en dehors des heures qu'il doit à son patron, s'occupe du règlement de certaines affaires, fasse des encaissements ou représente des Compagnies d'Assurances ; mais il est beaucoup plus douteux que la pratique d'affaires clandestines soit tolérée par les Chambres de Notaires.

Pour la plupart des autres questions les contrats individuels de travail se réfèrent implicitement aux conventions collectives de travail que nous allons étudier maintenant.

II. — CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL

Il est inutile de faire l'analyse ici de la loi du 25 mars 1919 relative aux conventions collectives de travail ; en effet, cette loi ne fut pas appliquée par les Chambres de Notaires et la question ne s'était pas posée jusqu'en 1936, date à laquelle le Gouvernement Blum, alors au pouvoir, rendit une nouvelle importance aux conventions collectives.

La loi du 24 juin 1936 modifiant et complétant le chapitre IV bis du Livre I^{er} du Code du Travail décide en effet que :

« à la demande d'une organisation syndicale patronale ou ouvrière intéressée, le Ministre du Travail ou son représentant provoquera la réunion d'une commission mixte en vue de la conclusion d'une convention collective de travail ayant pour objet de régler les rapports entre employeurs et employés d'une branche déterminée du commerce ou de l'industrie pour une région déterminée ou pour l'ensemble du territoire. »

Cette loi qui avait été obtenue par les ouvriers de l'industrie sous la pression ou la menace de grèves et d'occupations d'usines était-elle applicable aux clercs de notaire ? Les termes « d'industrie ou de commerce » l'excluent implicitement. Une circulaire de l'Association

Nationale des Notaires de France envoyée le 5 août 1936 à toutes les Compagnies de Notaires déclarait d'ailleurs nettement que la loi sur les contrats collectifs ne pouvait être appliquée ni au notariat ni aux professions libérales. De même un député ayant demandé au Ministre de la Justice si des conventions collectives devaient être signées par les Chambres de Notaire, la réponse écrite fut négative (*J. O.* du 5 février 1937, Ch. Déb., p. 359).

Cependant, le Congrès National des Notaires de France en réunion au Havre le 24 juin 1936 estima qu'il importait dans l'intérêt général du public et de la corporation de régler les conditions du travail dans les études par des accords régionaux ; ces accords seraient conclus dans le cadre et selon les directives des organismes qualifiés (Association Nationale des Notaires de France et Chambre des Notaires de Paris) et sous le contrôle et avec l'accord de la Chancellerie.

Aussitôt le Président de l'Association des Notaires se mit en rapport avec les représentants des Groupements de clercs en vue d'élaborer le projet de réglementation des conditions du travail qui pourrait être proposé comme modèle à toutes les Compagnies. Il n'était pas en effet possible d'établir un contrat unique pour toute la France et d'autre part, l'Association des Notaires ne pouvait que limiter son rôle à donner des directives aux Compagnies. Après sa rédaction au début du mois d'août 1936 ce modèle fut envoyé aux diverses Chambres des Notaires avec une note explicative indiquant que l'Association Nationale recommandait aux notaires de ne pas se désintéresser de la formation des conventions collec-

tives, et cela, non seulement dans les régions où les Compagnies avaient été saisies des revendications formelles de la part de leur personnel, mais encore là où la cléricature, n'ayant formulé aucune revendication précise, il pouvait être intéressant de prendre les devants. En effet le notariat ne pouvait rester dans une inaction qu'on lui reprocherait par la suite et que l'on ne manquerait pas d'invoquer pour chercher à lui imposer des mesures inacceptables. Il valait mieux agir librement que sous la contrainte.

Le cadre communiqué ne contenait que des idées générales, les mesures de détail variant à l'infini en raison des circonstances locales. Certaines questions avaient été nettement écartées parce qu'elles touchaient à l'organisation générale du notariat et étaient essentiellement du domaine législatif ; d'autres ne devaient pas être insérées si les habitudes locales et les rapports réciproques entre notaires et clercs ne nécessitaient pas de précisions en ce qui les concernait. Toutes celles qui figuraient dans le projet avaient été discutées avec les organismes généraux de clercs : Basoche et Fédération autonome des Clercs. Leurs Présidents avaient manifesté leur accord à leur sujet au cours des entretiens qui avaient servi de base à leur rédaction.

Dans un grand nombre de régions des pourparlers entre notaires et représentants des clercs et employés commencèrent aussitôt. Et lorsque fut décidée la création au Ministère de la Justice d'une Commission chargée de faciliter le règlement des conflits du travail entre les Officiers Publics et leur personnel, les représentants du notariat n'y furent pas compris, en raison

de la confiance que l'on faisait à cette corporation pour arriver facilement à un accord dans la plupart des régions.

L'attitude de l'Association nationale des Notaires fut précisée à nouveau, lors de la réunion de son Conseil d'Administration en septembre 1936. Peu après, le Président de cette association eut l'occasion de s'entretenir de ce sujet, tant avec les représentants de la Fédération des clercs qu'avec le Directeur des Affaires Civiles et il adressa aussitôt à tous les membres du bureau et du Conseil d'Administration une lettre attirant leur attention sur l'importance de la question, en leur demandant de profiter des assemblées générales de novembre pour la mettre au point.

Le sujet fut abordé dans un grand nombre d'Assemblées Générales des Compagnies. Si dans certaines, une suite favorable y fut donnée, la conclusion de tous accords fut repoussée dans d'autres régions. Pour Paris et le département de la Seine un contrat de travail avait été signé depuis plusieurs mois et il était infiniment désirable que toutes les Chambres de Discipline de province suivent cet exemple rapidement.

Aussi le Président de l'Association Nationale a-t-il reçu à la même époque une lettre du Garde des Sceaux pour le prier de bien vouloir intervenir de nouveau et d'une façon très pressante auprès des organismes notariaux qualifiés, afin d'engager ceux d'entre eux qui n'auraient pas encore pris leurs dispositions en vue de la conclusion de conventions collectives à ne pas différer plus longtemps l'étude et l'élaboration des clauses générales du contrat de travail.

Dès réception de cette lettre, copie en fut adressée à tous les Présidents de Compagnies et d'Associations, avec une note leur demandant de s'inspirer de l'esprit corporatif traditionnel pour reprendre cette étude.

A la même époque, un projet de loi, qui ne fut d'ailleurs jamais voté, était déposé par le Gouvernement afin de modifier le Chapitre IV bis du Titre II, Livre I^{er}, du Code du Travail, en vue d'étendre aux employeurs et employés des professions libérales les dispositions de la loi du 24 juin 1936 relative aux conventions collectives de travail.

Quels furent les résultats pratiques de ces conseils et de ce mouvement d'opinion ? Toutes les Compagnies de Notaires, excepté deux, signèrent des conventions collectives ; à titre d'exemple la convention collective signée entre les délégués de l'Assemblée Générale des Notaires des arrondissements de Châlons-sur-Marne, Vitry-le-François et Sainte-Menehould et les délégués de l'Association syndicale professionnelle des Clercs de notaire de la Marne est reproduite en addendum.

Le caractère essentiel de ces accords était d'être consentis volontairement — tant en ce qui concerne les notaires représentés par leurs Chambres de Discipline, qu'en ce qui concerne le personnel des études représentés par des délégués élus par tous les clercs sans distinction — et sans avoir à se référer à une disposition légale (1). Néanmoins la plupart des conventions réglaient les questions de salaire, d'hygiène, de maladie, de ma-

(1) Excepté celle concernant les congés annuels payés, spécialement applicable aux professions libérales, comme il sera indiqué plus loin.

ternité, de délai-congé, de liberté syndicale et de règlement des conflits.

C'est ainsi que la convention collective encore en vigueur dans les études de notaire des arrondissements de Châlons-sur-Marne, Vitry-le-François et Sainte-Menehould contient un tarif déterminant les appointements minima des clercs et employés de notaire ; trois cas sont prévus : les salaires des employés des études de Châlons-sur-Marne, salaires qui sont les plus élevés ; ensuite, ceux des employés des études de Vitry-le-François et de cinq gros bourgs ; enfin ceux des études rurales sensiblement inférieures. A l'intérieur de ces catégories plusieurs tarifs sont d'ailleurs établis selon la compétence des employés ; exceptionnellement, pour les principaux clercs aucun salaire minimum n'est prévu, leurs appointements variant selon les conditions de travail après accord avec le patron. Dans cette même convention, la durée du travail est fixée à 41 heures par semaine ; celle du délai-congé à deux mois. Quant à la semaine anglaise, une distinction est faite entre les études de la ville de Vitry-le-François qui sont fermées le lundi matin et celles des autres localités qui sont fermées le samedi après-midi. Cette convention collective est donc relativement souple et a su sauvegarder pour le mieux certains usages locaux.

Quant à la procédure d'extension prévue pour le commerce et l'industrie, elle n'a naturellement pas eu à fonctionner. Il faut en effet tenir compte que dans le notariat la plus grande diversité existe entre les horaires et les méthodes de travail des études. Il y a d'abord, nous l'avons vu, la différence fondamentale

entre les études rurales et les études urbaines ; d'autre part, dans les études de même importance, les différences résultent notamment des habitudes de la clientèle ou des usages locaux. Le notaire doit, dans la mesure du possible se tenir à la disposition de ses clients et leur faciliter les heures d'accès à l'étude. Il est donc bien évident que tandis qu'une réglementation des horaires, par exemple, est sans inconvénient sérieux dans les grandes villes il n'en est pas de même pour les études de campagne. Aussi l'application de conventions collectives régionales aurait été trop laborieuse et celle de convention nationale eut été impossible.

Après leur signature, les conventions collectives furent respectées presque partout et on ne signale que quelques interventions des commissions paritaires appelées à connaître de tous conflits entre clercs et notaires.

La guerre devait d'ailleurs amener un certain trouble dans l'application de ces conventions collectives. De nombreuses Compagnies de notaires prétendaient que depuis le 1^{er} septembre 1939 tous les accords étaient suspendus ; aussi le Garde des Sceaux dut-il rappeler le 25 avril 1940, par une lettre adressée au Procureur Général près la Cour d'appel de Rennes, dans le ressort de laquelle des difficultés s'étaient élevées, la force obligatoire de ces conventions. Certains officiers ministériels, en effet, considéraient que les conventions conclues avec les syndicats professionnels de clercs antérieurement au 2 septembre 1939 se trouvaient dénoncées et étaient devenues caduques du fait de la guerre. Or, aux termes des décrets des 27 octobre et 10 novembre

1939 les conditions de travail telles qu'elles résultaient des conventions collectives demeuraient de plein droit en vigueur. En conséquence, le Garde des Sceaux exposait que les accords en vigueur au 1^{er} septembre 1939 entre les compagnies d'officiers publics ou ministériels et les syndicats de clercs ou d'employés conservaient leur force obligatoire.

En conclusion l'application des conventions collectives aux clercs de notaire a été purement volontaire ; elle a été cependant générale et la loi du 21 mars 1941 étendant aux clercs, entr'autres textes, les chapitres du Code du Travail concernant les conventions collectives n'a eu aucune portée pratique dans le Notariat. Cette loi a simplement confirmé une situation de fait préexistante.

Les résultats pratiques des conventions collectives furent d'ailleurs très heureux, spécialement quand ces conventions laissaient aux notaires une latitude suffisante et n'édictaient que des règles assez générales pour que chaque étude y trouve la liberté d'action nécessaire, toujours bien entendu sous le contrôle des Chambres de Discipline. Une de leurs principales utilités a été de déterminer les conditions de travail dans les études, conditions jusque là trop mal définies et qui vont faire maintenant l'objet de notre étude.

CHAPITRE III

CONDITIONS DE TRAVAIL

I

Durée du travail

I. — LOI DU 23 AVRIL 1919

On peut dire qu'avant la guerre de 1914 la durée du travail dans les études n'était pas limitée. Cela résultait de la législation qui était alors en vigueur.

Une réponse de M. le Garde des Sceaux à une question de M. Wéber, député, le confirme d'ailleurs. Ce dernier demandait au Ministre de la Justice s'il ne pourrait subordonner l'acceptation d'un candidat à un office ministériel à un engagement de ce dernier de limiter les heures de travail dans son étude. Le Garde des Sceaux répondit qu'on ne pouvait assimiler les Officiers Publics et Ministériels à des concessionnaires de Travaux Publics, ni faire de la diminution des heures de travail des clerks ou de l'augmentation de leurs appointements, une condition absolue de son acceptation des candidats présen-

tés, conformément à la loi du 28 avril 1816, par les titulaires d'offices qui résignent leurs fonctions.

Cependant l'attention du Ministre n'avait pas été attirée en vain sur cette situation et il adressa le 30 juillet 1910 une circulaire à tous les Procureurs Généraux pour leur demander de bien vouloir lui faire parvenir des renseignements précis sur la durée journalière du travail imposée aux clercs et aux employés des Officiers Ministériels, ainsi que sur le taux insuffisant des salaires ; ils devaient y joindre leur avis sur les mesures qu'il conviendrait de prendre, le cas échéant, pour améliorer la situation matérielle de ces clercs, commis ou employés.

Cette question en était demeurée là quand la loi du 23 avril 1919 fixa la durée journalière du travail à 8 heures, et on put se demander si l'application de cette loi allait s'étendre aux Offices Ministériels. Son aménagement devait avoir lieu progressivement par voie de règlement d'administration publique et un très grand nombre de décrets parut au *Journal Officiel* ; mais aucun ne s'appliqua au notariat. Aussi, par une réponse écrite à une question d'un notaire en date du 16 juillet 1932, le Ministre du Travail expliqua que la loi n'était pas applicable aux professions libérales.

Toutefois cette loi fut respectée volontairement dans la plupart des études, moins scrupuleusement cependant à la campagne qu'en ville.

II. — LOI DU 21 JUIN 1936

L'initiative gouvernementale qui a abouti au vote de la loi du 21 juin 1936 a été presque exclusivement déterminée par le désir de réduire le chômage. Car, alors que la loi de 8 heures avait été un effort généreux pour réaliser un idéal moral et social, celle du 21 juin 1936 est plutôt une loi de circonstance tendant à résorber les progrès inquiétants du chômage. Il est ainsi précisé par le nouvel article 6 du Livre II du Code du Travail :

« Dans les établissements industriels, commerciaux, « artisanaux et coopératifs ou dans leurs dépendances « de quelque nature qu'ils soient, même s'ils ont un « caractère d'enseignement professionnel ou de bien- « faisance, y compris les établissements publics, hos- « pitaliers et les asiles d'aliénés, la durée du travail « effectif des ouvriers et employés de l'un et l'autre « sexe et de tout âge ne peut excéder 40 heures par « semaine. »

Un des décrets auquel la loi a confié le soin d'adapter le principe aux différentes professions préconise la modalité suivante au sujet de l'aménagement des heures dans la semaine : 8 heures de travail par jour pendant 5 jours ; c'est le principe des 5/8.

Cette loi, comme celle de 1919, ne s'applique pas à l'agriculture, au travail domestique et aux professions libérales. D'ailleurs dans une réponse écrite du 30 mai 1937, le Ministre du Travail exposa que la loi du 21 mai 1938 ne s'appliquait qu'aux établissements commerciaux,

industriels, artisanaux ou coopératifs et non aux Offices Ministériels.

Cependant, le Gouvernement ayant eu l'intention de l'étendre au notariat, le Garde des Sceaux écrivit le 16 avril 1937 au Président de l'Association Nationale des Notaires de France, pour lui demander si les textes légaux concernant le notariat étaient conciliables avec une répartition des heures de travail sur 5 jours de la semaine seulement, les études étant alors fermées complètement soit le samedi, soit le lundi de chaque semaine.

Dans sa lettre de réponse, le Président de l'Association des Notaires exposa qu'il résultait des textes légaux en vigueur, que les Notaires remplissaient un service public et qu'ils avaient l'obligation absolue de se tenir à tous instants à la disposition de leurs concitoyens. Dans ces conditions, il lui semblait que la répartition des heures de travail dans les études sur 5 jours par semaine était inconciliable avec une pareille obligation. Il ajoutait « si l'application au Notariat des 5 jours de travail par semaine devait être envisagée, les conséquences de cette mesure seraient telles qu'il est de mon devoir de dégager par avance le notariat des conséquences de tous ordres qui en découleraient ».

Malgré ces indications, le Garde des Sceaux, après avoir réglementé la durée du travail dans les Greffes, envoya le 10 novembre 1937 une circulaire impérative aux Parquets des différentes Cours d'Appel. Il y rappelait la volonté du Gouvernement de voir fermer le samedi les études de tous les Officiers Ministériels, de façon à assurer ce jour là un jour de repos complet.

Cette circulaire amena de nombreuses réclamations de la part des notaires qui, étant auxiliaires de la Justice, étaient obligés moralement de s'y soumettre, quoiqu'aucune sanction pénale n'ait été prévue. La situation était en effet tout à fait spéciale dans le Notariat : presque partout, les études fermaient le samedi après-midi ou le lundi matin suivant les jours de marché, et cette situation paraissait satisfaire tout le monde ; mais tous les intéressés estimaient aussi que la fermeture complète pendant deux jours (qui arriveraient fatalement à être le samedi et le dimanche) était impossible, tout au moins étant donné la législation en vigueur. En effet, cela aurait occasionné de grandes complications dans de nombreuses études rurales car les foires ou les marchés tombaient souvent le samedi ; d'autre part, dans toutes les études, les questions d'échéances, de délais et toutes les responsabilités qui pourraient surgir à propos de la fermeture rendue obligatoire n'avaient pas été prévenues par des dispositions légales mettant les notaires à l'abri de ces responsabilités.

Aussi le Président de l'Association Nationale des Notaires de France, dans un entretien qu'il eut le 6 décembre 1937 avec le Chef de Cabinet du Ministre de la Justice, lui exposa qu'au cas où le principe de la fermeture le samedi serait adopté dans le notariat, de nombreuses dérogations devraient y être apportées, spécialement dans les localités où le marché tombait un samedi. En effet, le notariat doit, par sa constitution même se tenir à la disposition, non seulement de la clientèle aisée, mais aussi des ouvriers qui n'ont que

le samedi à leur disposition pour venir chez le notaire. D'autre part le décret qui modifie les délais de procédure à partir du 31 août 1937, ayant laissé de côté les délais civils et fiscaux que le Notariat doit observer sous peine de nullité et de forclusion, des dérogations aux principes de la fermeture le samedi ou le lundi semblaient être nécessaires.

Une circulaire ministérielle tenant compte de ces desiderata fut envoyée le 30 décembre 1937 aux Parquets Généraux. Dans cette circulaire il était rappelé que la durée du travail ne devait pas excéder 40 heures par semaine et que les études devraient être fermées pendant deux jours consécutifs, en principe le samedi et le dimanche. Cette règle ne comportait pas d'exception dans les grandes villes, mais il était admis que dans les petites localités où le samedi est jour de marché ou de foire, les officiers publics ou ministériels pouvaient fermer leur étude du samedi midi au lundi midi.

Il était entendu toutefois que les Officiers ministériels qui useraient de la faculté de fermer dans ces conditions, agiraient à leurs risques et périls et qu'ils devraient prendre en conséquence les dispositions nécessaires pour éviter que leur responsabilité puisse être mise en cause à cette occasion.

Malgré cette dernière circulaire, de nombreuses Compagnies essayèrent de se soustraire à l'application de la loi des 40 heures et surtout au principe des 5/8. Certaines Chambres se basaient sur les contrats collectifs (1) antérieurs à cette circulaire pour refuser l'appli-

(1) Qui prévoyaient presque toujours une durée du travail supérieure à 40 heures.

cation des 40 heures aux clercs de notaires de leurs arrondissements. Aussi en mars 1938, à une question de M. Midol, député, le Ministre de la Justice répondit que la circulaire sus-visée ayant pour objet d'étendre au personnel des Offices Publics et Ministériels les avantages résultant de la pratique de la semaine dite de 40 heures, devait être respectée par les adhérents des Chambres des Notaires (1).

La situation politique ayant évolué, le Ministre de la Justice prescrivit par une circulaire du 12 novembre 1938 la réouverture des études le samedi matin. Cependant il ne précisait pas si le travail pouvait dépasser 40 heures par semaine. Des difficultés ayant surgi, le Ministre de la Justice expliqua dans une réponse écrite (2) que le principe de la loi de 40 heures était implicitement abandonné car le décret du 12 novembre 1938 qui maintenait la durée du travail à 40 heures ne s'appliquait pas aux professions libérales.

Dans les études de notaire la durée du travail est donc déterminée par les conventions collectives, lesquelles prévoient très souvent une durée supérieure à 40 heures, généralement de 41 à 44 heures de travail par semaine. Quant au principe de la semaine anglaise, prévu dans ces mêmes conventions il est presque toujours resté en vigueur et appliqué soit le samedi après-midi soit le lundi matin.

Quant à la loi du 21 mars 1941 elle ne modifia pratiquement pas la durée du travail dans les études ; son importance à ce sujet ne se manifesterait que dans l'ave-

(1) *J. O.*, 26 mars 1938 ; Ch. D. Parl., p. 984.

(2) *J. O.*, 21 janvier 1939.

nir lorsque la situation économique et sociale sera redevenue normale.

Le repos hebdomadaire du dimanche étant maintenant obligatoire dans les études, les clercs et employés de notaire jouissent donc dans la plupart des régions d'un jour et demi de repos par semaine.

II

Repos hebdomadaire

Balzac, peintre digne de confiance de la société vers le milieu du XIX^e siècle, nous indique que « Godeschal, comme tous les clercs, le dimanche avait l'emploi de son temps entre dix heures et deux heures » (1). Dans les Offices ministériels, il était en effet coutumier de travailler le dimanche et c'est seulement la loi du 19 avril 1924 qui posa la règle du repos hebdomadaire pour le notariat.

Pour mieux comprendre ce que cette loi est venue apporter, nous allons commencer par étudier quelle était auparavant la situation des clercs de notaire à cet égard.

I. — AVANT LA LOI DU 19 AVRIL 1924

Deux questions se posent avant toute étude de la législation actuelle sur le repos hebdomadaire. Un notaire peut-il être contraint à instrumenter un dimanche ? Une loi sur le repos hebdomadaire des clercs de notaires ne serait-elle pas contraire aux bases essentielles du notariat ?

(1) « Un début dans la vie », édition 1856. Godeschal était clerc d'avoué, mais on peut admettre que les clercs de notaires n'étaient pas mieux traités.

Ces problèmes sont très délicats à résoudre ; la difficulté provient de la rédaction de la loi du 25 ventôse an XI, dont l'article trois, sans distinguer les dimanches ni jours ouvrables, pose le principe que les notaires sont tenus de prêter « leur ministère lorsqu'ils en sont requis ».

Si, par la charte qui réglemente sa profession, le notaire est obligé de prêter en tout temps son ministère pour les actes qu'il est requis de recevoir, son refus illégal peut entraîner sa destitution et il est contraint de conserver à sa disposition le dimanche une partie de son personnel ; il lui serait en effet impossible de rédiger lui-même tous les actes qu'il plairait au public de faire dresser. Aussi cette loi du 25 ventôse avait soulevé au xix^e siècle de nombreux commentaires. Loret et Rolland de Villenargues (1) émirent l'avis que le notaire pouvait refuser son ministère un jour férié et qu'il devait le refuser s'il s'agissait de dresser un acte de caractère contentieux tel qu'un inventaire. La jurisprudence suivit cette doctrine et un jugement du Tribunal civil de la Seine en date du 8 juillet 1835 (2) contient l'attendu suivant :

« il est bien vrai que les dimanches et fêtes les notaires
« ont caractère et capacité pour recevoir la déclaration
« de command, mais que ce n'est point une obligation,
« un devoir rigoureux de leur ministère, que chaque
« citoyen puisse leur imposer ; que ce n'est et ne peut

(1) Cf. J. B. Loret, *Eléments de sciences notariales*, p. 167-167 et Rolland de Villenargues, *Répertoire de la Jurisprudence et du Notariat*, tome VI, n° 365.

(2) Affaire Gruelle c/ Lenrey, Dalloz Rep. V° Enregis. sous n° 2.604.

« être qu'une pure faculté entièrement abandonnée à leur volonté et à leur croyance religieuse. »

On peut donc dire que sauf des cas urgents (testaments, donations qui ne demandent qu'un travail matériel minime et peuvent se faire en l'absence de clercs) les notaires avaient la faculté de refuser leur ministère le dimanche et pouvaient se dispenser d'appeler ce jour là leurs employés auprès d'eux. Une loi réglementant le travail dominical dans les études, si elle survenait, modifierait les habitudes, mais laisserait donc intactes les bases essentielles du notariat.

Or un repos hebdomadaire était nécessaire aux clercs de notaires, qui, se livrant à un travail purement intellectuel menaient une vie dépourvue de toute hygiène et éprouvaient au plus haut point le besoin de rompre par quelque exercice corporel prolongé la continuité de l'effort cérébral. Certes, ils n'avaient jamais eu à subir de traitements inhumains, mais ils étaient fort peu payés.

En 1865, les notaires d'Alais, Uzès, Anduze, Toulon, Avignon, Colmar, Cambrai et Douai avaient signé des conventions pour s'interdire de travailler le dimanche. Mais ce mouvement semblait provoqué par le légitime désir des notaires de profiter personnellement du repos dominical plutôt que par le souci d'améliorer le sort de leurs clercs.

Du 9 au 12 octobre 1900 le « Congrès du Repos le dimanche » se réunit à Paris ; il vota une Motion « recommandant la fermeture le dimanche des études d'avoués et de notaires ».

Enfin, la loi du 13 juillet 1906, incorporée dans le

Code du Travail, Livre II, article 30 et suivants a posé la règle du repos hebdomadaire pour les ouvriers et employés » il est interdit d'occuper plus de 6 jours par semaine le même employé ou le même ouvrier « dit l'article 31 et l'article 33 ajoute « le repos hebdomadaire doit être donné le dimanche ».

Cette loi, ainsi que les travaux préparatoires le prouvent, ne s'applique qu'aux industriels et aux commerçants. Employés et ouvriers avaient dû s'agiter pour obtenir ce résultat ; les clercs de notaires, gens calmes et pondérés s'abstinrent de toutes manifestations, de telle sorte qu'on les oublia ; chaque année cependant quelques nouvelles Compagnies de notaires demandaient la fermeture des études le dimanche.

La Basoche (1) et quelques notaires tentèrent une démarche afin de faire assimiler les clercs aux autres travailleurs. Un amendement qui fut lu à la Chambre des Députés établissait que « souvent moins rétribués que des employés de commerce, les clercs de notaires méritaient d'être traités de la même façon que ces derniers » et réfutait l'objection selon laquelle la clientèle rurale a l'habitude de se rendre le dimanche aux études et aux adjudications ; en effet, dans les localités où les notaires avaient décidé de fermer leurs études le dimanche et de ne procéder ce jour là à aucune adjudication, la clientèle s'était soumise et le chiffre d'affaires n'avait pas diminué. Cet amendement fut repoussé ; et en 1910 la Chancellerie se montra hostile au repos des clercs le dimanche dans une réponse écrite publiée au *Journal Officiel* du 25 décembre 1910. Aux termes de

(1) Voir plus loin.

cette réponse, l'interdiction du travail dominical des clercs de notaires pourrait causer de grands préjudices aux justiciables, car l'usage d'ouvrir le dimanche est imposé par les habitudes des clients qui sont occupés pendant la semaine aux travaux de la terre. C'est de plus au dimanche que sont ordinairement fixées les adjudications en vue de réunir le plus grand nombre d'amateurs.

De nouvelles suggestions furent cependant proposées, des vœux émis et le 13 juillet 1911, une loi fut votée par les deux Chambres. Cette loi, ainsi que de nombreuses dispositions réglementaires sur les conditions de travail, fut codifiée par la loi du 30 novembre 1912, dans le Livre II du Code du Travail : « Réglementation du Travail ». Il y est dit dans l'article 50 a : « les dispositions de la section sur le repos hebdomadaire sont applicables aux clercs des études des officiers ministériels. Les Chambres de discipline assurent sous le contrôle du Parquet l'exécution du présent article ».

Comme pour le commerce et l'industrie des dérogations données par arrêté préfectoral pouvaient être obtenues en vertu de l'article 34 du Code du Travail, Livre II. Certains notaires essayèrent ainsi de concurrencer leurs collègues ; 295 dérogations furent accordées dans toute la France, en cas de marchés ou d'adjudications notamment. La loi du 13 juillet 1911 qui avait fait naître de grands espoirs parmi les clercs entraîna donc de grosses complications pour les notaires ; par suite des dérogations qui permettaient aux clercs d'accompagner les notaires aux ventes dominicales, cette loi ne donna satisfaction à personne.

Aussi cette disposition légale ne fut guère appliquée et des amendements furent déposés en 1911, 1912, 1913, en vue d'interdire les adjudications le dimanche. La guerre ne devait pas laisser le temps au législateur de se préoccuper de ces questions, qui n'intéressaient pas la défense nationale.

II. — LOI DU 19 AVRIL 1924

Dès la fin des hostilités M. Lemire déposa une proposition qui devait devenir la loi du 19 avril 1924. Les travaux préparatoires de ce texte indiquent que la raison de l'inapplication de la loi du 13 juillet 1911 était la nécessité pour le notaire de conserver avec lui, le dimanche, certains clercs pour procéder aux adjudications. M. Lemire fit observer que cette coutume tendait à disparaître, que bien des ventes avaient lieu en semaine, et qu'il serait plus simple d'interdire purement et simplement toutes opérations de ce genre le dimanche, ce qui mettrait les notaires à l'abri de la concurrence des Greffiers et des Commissaires-Priseurs. Contrairement à la Chambre des Députés, le Sénat n'admit pas une semblable réforme susceptible de troubler des usages séculaires et la loi votée le 19 avril 1924, se borna à consacrer le repos compensateur dans la semaine ; son article unique fut ainsi libellé :

« L'article 51 du Livre II du Code du Travail est complété par la disposition suivante : les clercs qui accompagnent l'officier ministériel procédant le dimanche à une adjudication immobilière ou mobilière, auront droit à un repos compensateur de 24 heures con-

« sécutives dans les 6 jours qui précéderont ou suivront
« le dimanche où le repos aura été ainsi supprimé. Un
« préavis devra être adressé à la Chambre de Discipline
« ou au Parquet. »

En fait, ce fut le décret du 7 janvier 1925 (1) qui régla cette question de préavis, et voici pratiquement quelles étaient les formalités à remplir : le préavis était envoyé par l'Officier Ministériel intéressé au Président de la Chambre de Discipline dont il relevait ; cet envoi avait lieu au plus tard la veille du jour de repos compensateur lorsque ce jour était choisi dans les six jours qui précédaient le dimanche ou le repos devait être supprimé, et la veille de ce dimanche lorsque ce repos était fixé à l'un des six jours suivants.

Ce préavis devait indiquer le dimanche ou l'officier ministériel devait procéder à une adjudication et le jour où ce repos compensateur serait accordé. Ces mentions étaient reportées sur un registre spécial que le notaire tenait constamment à jour et présentait pour qu'il soit contrôlé et visé à toutes réquisitions de la Chambre de Discipline ou du Parquet.

Ces textes législatifs ne devaient malheureusement pas être appliqués dans toute la France. Bien des clercs, en cas de mauvaise volonté de leur patron et même si ce dernier avait suivi la procédure légale, n'osaient réclamer le repos compensateur ; ils craignaient en effet de perdre leur situation par suite de ces réclamations.

Les notaires seraient-ils d'incorruptibles routiniers et, de plus, des citoyens en révolte ouverte contre les lois

(1) *J. O.* du 11 janvier 1925, p. 468-469.

sociales de leur pays ? Ils sont seulement victimes des préjugés de leurs clients, préjugés auxquels ils ne peuvent résister.

Aussi une loi en date du 22 novembre 1933 devait-elle reprendre la question.

III. — LOI DU 22 NOVEMBRE 1933

La loi du 22 novembre 1933 a ajouté à la section première (repos hebdomadaire), chapitre IV du Livre II du Code du Travail, un article 54 a ainsi libellé :

« Les dispositions de la présente section, sauf celles
« édictées par l'article 34, sont applicables aux clercs,
« commis et employés des études, Greffes et offices mi-
« nistériels. Les chambres de discipline assureront, sous
« le contrôle du Parquet, l'exécution du présent article. »

Les dispositions de cet article tendent à étendre au personnel des offices ministériels le bénéfice du repos hebdomadaire réservé, à l'origine, au personnel des établissements industriels et commerciaux. A défaut de dérogations applicables en l'espèce, ce repos doit donc être obtenu selon les règles générales posées par les articles 32 et 33 dudit Livre II, c'est-à-dire le dimanche de 0 heure à minuit.

L'article 50 a ci-dessus rappelé ne s'oppose pas à ce que les adjudications soient faites le dimanche par les officiers ministériels eux-mêmes, sans le concours de leurs clercs et employés. C'est ce qui a lieu en pratique ; les notaires continuent à procéder à des adjudications

le dimanche et se font assister soit d'un crieur professionnel, soit du greffier de la justice de Paix.

L'Association Nationale des Notaires de France a d'ailleurs été d'avis qu'il y avait lieu de supprimer les adjudications le dimanche à la seule condition que cette prohibition s'applique à tous les autres officiers ministériels et même aux particuliers ; en effet la plupart des incidents survenus depuis l'interdiction faite aux notaires d'employer leurs clercs à une adjudication le dimanche provenaient de ce que, dans les régions où la clientèle avait une tendance marquée à préférer que les ventes aient lieu le dimanche, des clercs de notaire qui ne pouvaient assister leur patron à ce titre, prêtaient leur concours à d'autres officiers ministériels.

Cela posait une question importante : le notaire, obligé d'accorder le repos du dimanche à ses employés, avait-il le droit d'embaucher les clercs d'une autre étude pour les faire travailler ce jour-là ? Si cette pratique était possible, le principe du repos hebdomadaire pourrait être facilement tourné sans sortir de la légalité.

On trouve le même problème dans le commerce et l'industrie où des remplaçants étaient souvent employés le dimanche, et faute de jurisprudence pour les professions libérales nous raisonnerons par analogie avec les professions commerciales. Si l'on s'inspirait uniquement des lois de 1911 et de 1933, les employeurs ne devaient pas faire travailler le dimanche ; mais si l'on consultait les textes on restait hésitant. En effet ce qui est interdit, c'est d'occuper plus de six jours par semaine un même employé ; or, le chef d'entreprise qui emploie des remplaçants le dimanche ne viole cette interdiction ni pour

ceux-ci ni pour son personnel. Mais cette interprétation était purement littérale, et la Chambre criminelle de la Cour de Cassation l'a condamnée, sans se rallier cependant à une solution contraire. Elle a adopté un système intermédiaire d'après lequel les remplaçants ne doivent être considérés comme faisant partie du personnel de l'établissement que s'ils sont employés habituellement le dimanche par leur patron. Si au contraire ils n'étaient embauchés qu'accidentellement, ils n'avaient pas cette qualité ; dès lors, l'emploi des remplaçants était licite, pourvu que le patron ait soin de ne pas faire appel d'un façon habituelle aux mêmes individus.

Or, c'était justement ce qui était coutumier dans le notariat ; les adjudications n'avaient pas lieu tous les dimanches et c'était seulement une fois par mois environ qu'un clerc d'une étude travaillait pour le compte d'un collègue de son patron. Plus que dans toute autre profession, la loi sur le repos hebdomadaire pouvait donc être violée dans le notariat.

La loi du 21 mars 1941 étendant la majorité des dispositions du Code du Travail aux clercs de notaires empêchera désormais les clercs de travailler le dimanche. Mais en pratique leurs patrons faisant les adjudications ce jour-là, ils seront tenus d'y assister, même s'ils n'y prêtent pas leur concours.

Pour éviter toute équivoque il semble donc qu'une loi devrait être promulguée pour interdire formellement les adjudications le dimanche.

III

Congés payés

Il était naturel que le législateur, après avoir organisé une limitation journalière et une limitation hebdomadaire de la durée du travail, envisageât un jour sa limitation annuelle qui procède des mêmes préoccupations d'ordre social que les deux précédentes. Cette dernière limitation a été l'œuvre de la loi du 20 juin 1936 incorporée dans le Code du Travail, Livre II, sous les articles 54 f et suivants.

Aux termes de l'article 54 f :

« Tout ouvrier, employé ou apprenti occupé dans une
« profession industrielle, commerciale ou libérale, ou
« dans une société coopérative, ainsi que tout compa-
« gnon ou apprenti appartenant à un atelier artisanal,
« a droit, etc... »

De ces quelques lignes se dégage l'impression que les auteurs de la loi ont voulu prévenir toute interprétation restrictive de son texte. Cette loi s'applique donc aux clercs de notaire d'une façon immédiate, à la différence des autres lois sociales que nous avons étudiées jusqu'ici et qui ne furent étendues que peu à peu au notariat.

Quelles sont les conditions auxquelles les clercs de notaire, comme les autres salariés, ont droit au congé

payé ? S'ils ont un an de services continus dans l'étude, le congé est au minimum de 15 jours dont 12 ouvrables ; s'ils n'ont que six mois de service, le congé est réduit à une semaine. Bien entendu, s'il existe des conventions collectives assurant aux clercs des congés payés de plus longue durée, ce sont ces conventions qui s'appliqueront. C'est ainsi que dans la convention collective signée entre les notaires des arrondissements de Châlons-sur-Marne, Vitry-le-François et Sainte-Menehould et le Syndicat des clercs de la Marne, un jour de congé supplémentaire a été prévu par année de présence dans la même étude, sans que le congé total puisse excéder trois semaines.

Comment doit-être interprétée la continuité des services pendant la période de six mois ou d'un an ? Le décret du 1^{er} août 1936 répond dans son article 4 de la façon suivante :

« La durée des services continus visés à l'article 54 f
« doit s'entendre de la période pendant laquelle le tra-
« vailleur est lié à son employeur par un contrat de tra-
« vail, même si l'exécution de celui-ci a été interrompu
« sans qu'il y ait résiliation du contrat. »

Donc les courtes maladies, les repos des femmes en couche, les périodes de service militaire, les congés payés annuels et les absences autorisées se concilient parfaitement avec la continuité des services, car aucun de ces événements n'entraîne la rupture du contrat de travail.

Outre les vacances ci-dessus, les usages particuliers de congé payé pour fête locale sont maintenus par les conventions collectives.

Le congé annuel organisé par les articles 54 f et suivants du Code du Travail, Livre II, est un congé payé comportant une indemnité qui est calculée de la façon suivante : s'il s'agit d'un clerc payé au mois, il reçoit pour son congé une indemnité journalière équivalente au salaire qu'il aurait gagné pendant la période de congé. S'il s'agit d'un expéditionnaire payé à la pièce, l'indemnité de congé équivaut à la rémunération moyenne qu'il a reçue pour une période équivalente dans l'année qui a précédé son congé.

Cette loi était d'ailleurs assortie de sanctions tendant à assurer son application. Elle prononçait la nullité de toute convention par laquelle le salarié renoncerait à son congé annuel. Tout ce qui est permis c'est de fractionner le congé.

En conclusion les clercs de notaire étaient déjà soumis au régime de tous les autres ouvriers et employés avant la loi du 21 mars 1941 qui n'a rien changé à leur situation quant aux congés payés.

CHAPITRE IV

RÉTRIBUTION DES CLERCS DE NOTAIRE

Une question de terminologie assez embarrassante se pose dès le début de ce chapitre. Quant on examine en effet, la rémunération des clercs de notaire on est amené à se demander quel terme technique est susceptible de lui être appliqué. Les mots de traitement, émolument, honoraire ou gage correspondent à des catégories sociales nettement déterminées ; il semble mieux valoir employer les mots d'appointements ou de salaires dont se servent d'ailleurs indifféremment les conventions collectives.

I. — FIXATION DU SALAIRE

En principe les appointements sont représentés par une somme d'argent et correspondent à une période de temps qui est le mois ; ils ne sont plus aujourd'hui discutés librement par les parties, excepté pour les principaux clercs et pour les stagiaires. En effet, ainsi que nous l'avons vu, les conventions collectives ont prévu des tarifs minima en dessous desquels la rémunération des employés ne peut être fixée ; la possibilité de discussion n'existe donc maintenant qu'au delà de ces ta-

rifs. D'ailleurs les appointements sont souvent supérieurs aux salaires minima car l'augmentation du coût de la vie est plus rapide que les révisions successives des tarifs. En dehors de ces salaires payés en argent, il peut arriver, spécialement dans les campagnes lorsqu'il n'existe pas d'hôtels, que le notaire assure à ses clercs certains avantages matériels tels que le logement ou la nourriture ; ils s'imputent alors sur les appointements mensuels, ce qui est normal. D'autre part, il existe dans les études un travail qui est rémunéré au rôle ; les expéditionnaires sont en effet souvent payés selon le travail fait et les conventions collectives ont prévu des salaires minima pour les rôles d'expédition, de minute ou de grosse faits à la main ou à la machine. Cela ressemble à la pratique industrielle connue sous le nom de travail aux pièces ; quant au sursalaire familial, organisé depuis peu, il sera étudié dans le chapitre suivant, ainsi que l'allocation de salaire unique.

Le système des primes n'existe pas dans le notariat, mais un régime tout à fait particulier est parfois réservé au principal clerc : c'est la participation aux bénéfices, aux termes de laquelle le principal clerc perçoit un certain pourcentage sur les bénéfices bruts ou nets de l'étude. Le contrat n'en conserve pas moins le caractère de louage de services et ne peut être considéré comme une société, forme d'exploitation absolument interdite pour les officiers ministériels, excepté pour les agents de change. C'est pourquoi, si le principal clerc peut participer aux bénéfices, il ne doit jamais participer aux pertes.

On peut d'ailleurs lire dans Defrénois, *Traité pratique de Notariat* :

« Aucune règle professionnelle ou autre ne s'oppose à ce qu'un notaire s'adjoigne pour collaborateur à titre de clerc le notaire auquel il a succédé, alors que la collaboration n'est ni le signe ni le résultat d'une association formée pour l'exploitation de l'office et le partage de ses produits. »

Et un arrêt de la Chambre Civile du 6 août 1872 (1) indique que cette collaboration n'a rien de répréhensible, que seule une association pour exploiter l'office au point de vue commercial serait illicite. Une note sur cette décision ajoute « pour les officiers ministériels rien ne s'oppose à ce qu'ils s'engagent valablement à rémunérer un clerc au moyen de l'abandon d'une certaine partie des émoluments de la charge ».

Demolombe (2) reprend le même raisonnement et déclare qu'un clerc participant aux bénéfices n'est pas un associé ; il est toujours un employé car le mode de rémunération ne change pas son titre et le patron n'en peut pas moins le renvoyer quand bon lui semble.

De même Trolong (3) semble n'admettre qu'une combinaison : c'est celle qui sans associer le cédant à l'exploitation de l'office lui permet de se payer de son prix de vente au moyen d'un simple partage de bénéfices. Cet auteur ajoute que personne ne désapprouve le traité par lequel le notaire paye le service de son clerc par une participation aux bénéfices.

Le clerc, du fait de sa participation ne se trouve donc pas pour autant associé à la direction de l'étude et ne

(1) S. 73-1-67 et *Journal des Not.*, art. 20.687.

(2) Tome XXIV, n° 338.

(3) *Du contrat de société*, tome I, n° 89.

se voit conférer aucun pouvoir de gestion particulier. Aussi le patron doit-il rester le véritable responsable : cela a été décidé très nettement dans une instance Meyre/Dusset par la Cour d'Appel de Riom, 22 juillet 1842 (S. 1842, II, 476) :

« Le traité par lequel un avoué confie la direction de
« son étude à un praticien expérimenté qui s'en charge
« en qualité de Maître-Clerc à la condition du partage
« entre eux des bénéfices n'est pas illicite pourvu que
« le titulaire conserve assez d'influence dans son étude
« pour que la responsabilité morale continue à reposer
« sur lui. »

Les appointements des clercs de notaire peuvent donc être déterminés soit au temps, soit au rôle, soit par une participation aux bénéfices. Ajoutons, pour terminer, que les clercs de notaire bénéficient depuis la loi du 21 mars 1941 des dispositions du titre II du Livre I^{er} du Code du Travail concernant les salaires des ouvriers ; ils doivent donc être payés au moins une fois par mois et ce paiement a lieu en pratique soit par les soins du patron, soit par le caissier.

II. — PRIVILÈGE GARANTISSANT LES APPOINTEMENTS DES CLERCS DE NOTAIRE

On sait que le Code Civil avait prévu dans son article 2101 qu'un privilège serait accordé à tous « les gens de service » pour garantir les sommes qui leur sont dues. L'application de cet article devait être étendu par les lois du 5 février 1895 et par celle du 17 juin 1919.

Voyons quelle était la situation des clercs de notaire avant cette dernière date.

La jurisprudence avait déjà eu à s'occuper de la question et d'une façon générale refusait d'appliquer à un clerc le bénéfice de l'article 2101. Dans un arrêt rendu à ce sujet (1) il était indiqué qu'on ne pouvait raisonnablement présenter aucune assimilation entre la position des « gens de service » et celle des clercs ; que les gens de service étaient ceux qui donnaient leurs soins et devaient tout leur temps à la personne ou au ménage de leur maître alors que les clercs ne devaient leurs services que pour des fonctions déterminées et pour des heures limitées. La Cour de Cassation reprit la même théorie (2) et n'accorda pas aux clercs de notaire le privilège prévu par le Code Civil pour garantir les sommes dues aux gens de service.

Aussi faut-il attendre la loi du 17 juin 1919 pour voir protéger les clercs de notaire. Cette loi a complété l'article 2101 du Code Civil en indiquant que les appointements des six derniers mois de tous ceux qui louent leurs services sont des créances privilégiées sur la totalité des meubles et des immeubles du débiteur. De plus, pour rendre la réforme qu'elle accomplissait plus explicite, cette loi a modifié l'article 549 du Code de Commerce ainsi qu'il suit :

« Les sommes dues à tous ceux qui louent leurs services pendant les six mois qui ont précédé l'ouverture de la faillite ou de la déconfiture sont admises au mê-

(1) Aix, 21 mars 1844 (S. 45-2-147) (D. P. 44-2-143).

(2) Cour de Cassation, 15 janvier 1855, J. P. 1855, p. 99.

« me rang que le privilège établi par l'article 2101 du « Code Civil pour les gens de service. »

Bref, le privilège de la créance de salaire se rencontre désormais partout où il y a contrat de travail ; et le mot « déconfiture » glissé dans le nouveau texte montre bien que les clercs de notaire peuvent s'en réclamer.

i.

III. — PRESCRIPTION DES APPOINTEMENTS

Le Code Civil donne en matière de prescription extinctive des solutions assez complexes. L'article 2271 prévoit une prescription de six mois pour le salaire des gens de services payables à la journée et l'article 2277 prévoit dans les autres cas une prescription de cinq ans.

La jurisprudence a été explicite et unanimement suivie par les auteurs pour dire que l'article 2271 n'était pas applicable aux clercs de notaire. Ainsi la Cour d'Appel de Grenoble (29 novembre 1861, D. P. 62-5-202) a décidé que la prescription de six mois « n'était pas applicable aux contestations qui s'élevaient entre les patrons et leurs commis ». De même, la Cour de Paris, dans l'affaire Vidal/Combarel du 6 juillet 1887 (D. P. 88-2-224) a exposé que « la prescription de six mois établie par l'article 2271 régit exclusivement les salaires des ouvriers et ne s'applique pas au traitement des employés aux écritures payables mensuellement. Ces traitements se prescrivent par cinq ans conformément à l'article 2277 du Code Civil ».

Ces arrêts sont assez explicites pour se passer de commentaires.

IV. — SAISIE-ARRÊT ET CESSIBILITÉ

Ce sont encore deux questions intéressant directement, par la réglementation que la loi leur apporte, les garanties du salaire.

Le dernier risque qui menace en effet le paiement des appointements est l'emprise des créanciers du clerc de notaire. Si l'on veut obéir jusqu'au bout à la préoccupation fondamentale qui domine la protection du salaire, il faut permettre au clerc de conserver par l'insaisissabilité ce qu'il peut se faire payer par privilège, sans quoi le salaire n'irait pas à sa destination.

Dans le Droit français, l'insaisissabilité des salaires et des petits traitements a été établie par la loi du 12 janvier 1895, refondue et en grande partie remplacée par celles du 27 juillet 1921 et du 4 août 1930.

Nous n'entrerons pas ici dans le détail de la procédure instituée par ces lois, procédure qui est la même pour tous les salariés. Il nous suffira d'indiquer que les appointements ou salaires des employés ou ouvriers sont saisissables ou cessibles jusqu'à concurrence du dixième sur la portion inférieure ou égale à 15.000 francs, du cinquième sur la portion supérieure à 15.000 francs et inférieure ou égale à 25.000 francs, du quart sur la portion supérieure à 25.000 francs et inférieure ou égale à 40.000 francs ; du tiers sur la portion supérieure à 40.000 francs et inférieure ou égale à 60.000 francs et sans limitation sur la portion dépassant 60.000 francs.

Ainsi donc dans tout salaire, quel qu'en soit le montant et sans limite, il y aura toujours une série de tranches pour lesquelles jouera la protection de la loi avec

une intensité variable suivant la hauteur de la tranche. Ajoutons d'autre part qu'à côté du dixième saisissable un autre est cessible et un troisième peut être affecté au remboursement des avances patronales.

Les garanties des appointements des clercs ainsi définies viennent d'être codifiées par la loi du 21 mars 1941 qui, nous l'avons vu, étend aux employés des officiers publics et ministériels la plupart des dispositions du Code du Travail, et en particulier celles concernant la protection du salaire des ouvriers.

La majorité des questions que nous venons d'étudier n'a donc plus qu'un intérêt historique et les appointements des clercs de notaire sont aujourd'hui protégés de la même façon que les gages ou les salaires des domestiques et employés.

La question de la rétribution des clercs pose maintenant un autre problème qui n'a reçu sa solution que ces dernières années : c'est celui des allocations familiales.

CHAPITRE V

ALLOCATIONS FAMILIALES

On sait quelle fortune rapide a faite l'institution des allocations familiales à partir du jour où les employeurs ont réussi à en répartir la charge au moyen de Caisses de Compensation. Ainsi arrive-t-on à prévenir les inégalités entre les exploitations suivant le nombre plus ou moins grand d'ouvriers pères de famille qu'elles emploient. La prime à l'embauchage des célibataires et des ménages sans enfants disparaît.

Jusqu'en 1932 les employeurs étaient libres d'assurer ou non à leur personnel le bénéfice des allocations familiales. Seuls y étaient ou pouvaient y être obligés les adjudicataires de travaux publics. Or depuis déjà longtemps le notariat, en avance sur les autres professions, avait mis en pratique le principe des allocations familiales.

En 1923, lorsque dans certains départements des caisses d'allocations familiales furent créées, quelques notaires y adhérèrent tant pour eux-mêmes que pour leurs employés. Mais c'étaient là des cas isolés et en 1924 l'Association Nationale des Notaires étudia la question des allocations familiales et l'inscrivit au programme

de sa réorganisation corporative. Enfin en 1928 fut créée une caisse d'allocations familiales à l'usage exclusif et facultatif des clercs de notaire ; cette caisse qui fut une des premières caisses de compensation n'eut qu'un succès relatif quant au nombre de ses adhérents ; mais, du moins, elle prouva que le Notariat n'était pas toujours retardataire en ce qui concerne les lois sociales.

La loi du 11 mars 1932 devait rendre obligatoire le régime jusqu'alors facultatif des allocations familiales et posa le principe dans l'article 74 a du chapitre VI, titre II du Livre I^{er} du Code du Travail :

« Tout employeur occupant habituellement des ouvriers ou des employés de quelque âge et de quelque sexe que ce soit dans une profession industrielle, commerciale, agricole ou libérale est tenu de s'affilier à une Caisse de compensation ou à toute autre institution agréée par le Ministre du Travail, constituée entre employeurs en vue de répartir entre eux les charges des allocations familiales. »

Ainsi ce n'était pas seulement aux salariés de l'industrie et du commerce que la loi assurait le bénéfice des allocations familiales, mais encore à ceux des professions libérales.

Aussitôt, la Caisse d'allocations des clercs de notaire, qui continuait de fonctionner depuis 1928 demanda l'agrément officiel du Ministre du Travail. Une difficulté était cependant à surmonter : c'était le principe posé par la loi de la création de caisses régionales. Or les notaires avaient adopté au contraire le principe d'une caisse nationale ; cela souleva, au début, des résistances au sein du Comité central des allocations familiales (organe

fédératif des caisses d'allocations) et devant la Commission supérieure des allocations, instituée au Ministère du Travail. On cherchait, en effet, à refuser l'agrément aux caisses prétendant étendre leur action sur tout le territoire parce que, en général, elles poursuivaient le but égoïste de grouper les bons risques afin d'éviter l'augmentation des charges aux cotisants d'une même profession, mais ceci au détriment des autres professions groupées dans les caisses régionales. Aussi le Garde des Sceaux dut-il demander lui-même au Ministre du Travail d'accorder son agrément à la Caisse des Clercs de notaire en limitant son action à la seule profession notariale, agrément basé sur le fait que les notaires se différenciaient des autres professions par leur qualité de « fonctionnaires publics ».

La question en était à ce point quand une loi du 1^{er} octobre 1934 vint spécifier que l'institution des allocations familiales était obligatoire pour le notariat (patrons et employés). Aussi, à partir du 1^{er} octobre 1934 la comptabilité (1) de la Caisse d'allocations du notariat fut divisée en un compte « notaires » (allocations et primes de naissance) et en un compte « clercs » (allocations, prime de naissance et prime d'allaitement).

Sans entrer dans le détail du fonctionnement de cette Caisse, fonctionnement qui a varié depuis lors, il faut remarquer que la Caisse d'allocations du Notariat assurait aux clercs un traitement qui dans aucun cas n'était inférieur mais qui était presque toujours supérieur à

(1) Déjà importante, puisqu'il a été versé aux notaires et aux clercs pour l'exercice 1934 : 2.698.809 francs.

celui accordé aux employés dans les départements les plus favorisés. C'est pour la même raison que cette Caisse a éprouvé tellement de difficultés pour être officiellement agréée et que l'Association Nationale des Notaires a dû multiplier ses démarches afin d'obtenir cet agrément définitif donnant aux clercs un statut privilégié.

Par arrêté du Ministre du Travail en date du 7 mai 1937 la Caisse d'allocations familiales des notaires de France et des professions judiciaires sise à Paris, 31, rue du Général-Foy fut agréée pour assurer le service des allocations familiales prévu par la loi du 11 mars 1932 dans la totalité des départements métropolitains à la condition d'y admettre tous les membres et employés des professions judiciaires : notaires, avoués, huissiers, commissaires-priseurs, greffiers, etc... et tous leurs clercs.

Le 12 mai 1938 un nouveau décret devait augmenter les allocations et créer l'allocation de « la Mère au foyer ».

Enfin le décret du 29 juillet 1939 (*J. O.* du 30 juillet 1939, applicable le 1^{er} avril 1940), dit : « Code de la Famille », modifia le régime alors en vigueur. Il créa une prime à la naissance du premier enfant né viable dans les deux ans qui suivent la célébration du mariage et augmenta les allocations familiales, tant pour les employés que pour les patrons qui étaient obligés d'adhérer aux caisses d'allocation. En effet, aux termes de l'article 34 de la section 4 de ce décret les employeurs des professions libérales ainsi que les personnes qui exercent une profession libérale sans être engagés dans les liens d'un contrat de louage de services doivent recevoir des allocations familiales et s'affilier pour leur

propre compte à la caisse de compensation à laquelle ils sont affiliés pour leur personnel.

Ce décret-loi ne toucha pas au fonctionnement des caisses de compensation et leurs statuts furent maintenus. C'est ainsi que les ressources de la Caisse d'allocations familiales du Notariat proviennent toujours de fonds que lui envoient chaque Compagnie. Les notaires versent, en effet, à la Chambre de Discipline dont ils font partie une cotisation annuelle sous forme d'un pourcentage sur les produits de leur étude ; ce pourcentage peut varier d'une année à l'autre selon les besoins de la Caisse et il est indiqué tous les ans au Secrétaire de chaque Chambre avant le virement des fonds à la Caisse d'allocations.

Voyons maintenant quelles sont les prestations dues aux patrons et à leurs employés en raison de leur situation familiale.

Notaires et clercs, depuis le décret du 29 juillet 1939, ne sont plus bénéficiaires d'allocations familiales pour leur premier enfant ; par contre le deuxième enfant leur donne droit à une allocation de 10 % du salaire départemental moyen (1), leur troisième enfant à une allocation de 20 % de ce salaire et chaque suivant à une allocation de 30 % du même salaire. L'âge limite des enfants pour que leur existence donne droit à une allocation est de 15 ans ; cependant, cet âge est prolongé jusqu'à 17 ans en cas d'apprentissage ou d'infirmité et jusqu'à 20 ans en cas de continuation d'études. L'âge limite dépassé, l'enfant ne compte plus.

(1) Actuellement de 800 à 1.600 francs selon les départements.

Les notaires et leurs clercs ont aussi droit à une prime à la première naissance lorsqu'ils ont un enfant né dans les deux premières années du mariage. Son montant est du double du salaire moyen départemental avec un minimum de 2.000 francs. Par la suite, la naissance d'enfants ne donne droit qu'à une prime de 200 francs.

Les allocataires salariés et eux seuls peuvent enfin avoir droit à l'allocation de salaire unique remplaçant l'allocation de la Mère au foyer. Il faut pour cela que leur famille ne bénéficie que d'un seul revenu professionnel ; les taux (en pourcentage du salaire départemental moyen) sont les suivants :

1 seul enfant jusqu'à 5 ans	20 %
1 seul enfant à partir de 5 ans	10 %
2 enfants	25 %
Plus de 2 enfants	30 %

L'âge limite des enfants pour que leur existence puisse donner droit à l'allocation de salaire unique est de 15 ans ; aucune prolongation n'est admise pour l'enfant unique ; s'il existe plus de deux enfants les prolongations sont les mêmes qu'en ce qui concerne les allocations familiales proprement dites.

Naturellement les expéditionnaires et les dactylographes qui travaillent à domicile au rôle ou à l'heure, ont droit aux allocations proportionnellement au temps employé.

A titre d'exemple voici quelques chiffres tirés du budget de la Caisse des allocations familiales du notariat et des professions judiciaires pour l'année 1940 :

Les cotisations des notaires se sont élevées à environ 12.500.000 francs.

Les allocations versées aux notaires se sont élevées à environ 3.500.000 francs.

Celles versées aux clercs se sont élevées à environ 3.000.000 de francs.

Le nombre des allocataires au 1^{er} janvier 1940 s'élevait à 1.772 notaires, 2.833 clercs et 952 mères au foyer sur un effectif de 6.319 notaires et de 16.356 clercs.

Ces chiffres suffisent à prouver l'importance de la Caisse d'allocations familiales du notariat et des professions judiciaires. Son caractère spécial est d'être un organe corporatif dont l'aide est aussi précieuse pour les notaires titulaires de petites charges que pour les clercs.

Ce qui est enfin remarquable est que cette institution devança de six ans l'obligation légale des allocations en ce qui concerne les salariés et de 12 ans en ce qui concerne les notaires. Aussi la loi du 21 mars 1941 n'a-t-elle fait que reconnaître une situation de fait préexistante.

Au contraire la législation sur les accidents du travail n'est applicable au notariat que depuis quelques années et la situation des clercs à cet égard resta longtemps inférieure à celle des autres employés.

CHAPITRE VI

ACCIDENTS DU TRAVAIL

L'article premier de la loi du 9 avril 1898 était ainsi conçu :

« Les accidents survenus par le fait où à l'occasion
« du travail aux ouvriers et employés occupés dans
« l'industrie du bâtiment, des usines, manufactures,
« chantiers, les entreprises de transports par fer et par
« eau, de chargements et de déchargements, les maga-
« sins publics, mines, carrières et en outre dans toutes
« exploitations dans lesquelles sont fabriquées ou mises
« en œuvre des matières explosives ou dans lesquelles
« il est fait usage de machines mues par une force au-
« tre que celle de l'homme ou des animaux, donnent
« droit au profit de la victime ou de ses représentants
« à une indemnité à la charge du chef d'entreprise, à
« la condition que l'interruption ait duré plus de 4
« jours. »

La loi faisait donc l'énumération des travaux ou entreprises soumis aux règles spéciales de la législation du travail et accordait de plein droit une indemnité à la victime sans que celle-ci ait à faire la preuve d'une faute de l'employeur.

Cette énumération ne visait ni les exploitations com-

merciales, ni les exploitations agricoles, ni les gens de maison, ni les employés des professions libérales. La loi n'était donc pas applicable aux clercs de notaire. Mais elle a été successivement étendue : 1° aux exploitations commerciales par la loi du 12 avril 1906 ; 2° aux exploitations agricoles par les lois du 30 juin 1899, du 15 décembre 1922 et du 30 avril 1926 ; 3° aux gens de maison, domestiques, concierges et serviteurs à gages par la loi du 2 août 1923.

Les officiers ministériels étaient toujours en dehors de ces lois. Aussi M. Lalou dans son livre sur la responsabilité civile, expose que les seuls salariés ne bénéficiant pas de la législation sur les accidents du travail étaient les clercs employés dans les offices ministériels.

Cette opinion est confirmée par les commentaires législatifs de la loi du 2 août 1923 qui exposaient que les dactylographes et les secrétaires n'étaient pas visées dans cette loi. Ce ne sont pas en effet des gens de service ; à plus forte raison il en était de même pour les principaux clercs, liquidateurs ou simples clercs.

Or, cette situation était anormale ; on ne voit pas pourquoi un caissier de notaire ne bénéficierait pas de la loi du 9 avril 1898 alors qu'un caissier de commerçant, par exemple, tombait sous le coup de la loi du 12 avril 1906, et bénéficiait des dispositions de la législation sur les accidents du travail.

Il faut cependant remarquer que rien n'empêchait les notaires d'adhérer volontairement à cette législation ; mais aucun assujettissement facultatif ne peut être signalé. D'ailleurs le risque professionnel est très réduit pour les clercs de notaire.

En effet que peut-il arriver à un clerc au cours de son travail ? On signale des cas de fracture de jambe causés par une chute d'échelle lors d'un classement de minutes et un cas de tétanos dû à une piqûre involontaire avec une plume rouillée. La jurisprudence révèle même le meurtre d'un clerc d'avoué par un client mécontent, mais le fait est fort heureusement unique. A la différence des professions industrielles les cas d'accidents sur les lieux professionnels sont donc très rares. Le risque le plus sérieux menaçant un clerc c'est celui d'accident sur la voie publique à l'occasion de son travail.

Quel était donc autrefois le recours d'un clerc victime d'un accident. Il devait actionner son patron dans les termes de l'article 1382 du Code Civil ; il était donc obligé d'établir la faute de ce dernier. S'il y parvenait, il obtenait l'indemnisation totale de son préjudice et non une indemnité forfaitaire ; mais une semblable preuve était toujours difficile à rapporter.

Aussi le 11 juillet 1930, la Commission d'assurances sociales et de prévoyance de la Chambre des Députés émit un avis favorable à une proposition de M. Schleiter, député, ayant pour objet d'étendre la législation des accidents du travail au personnel des officiers publics et ministériels.

Dans son rapport, M. Schleiter expliquait que depuis la loi fondamentale du 9 avril 1898 renversant la charge de la preuve et substituant au système ancien de la réparation du préjudice subi celui des indemnités forfaitaires, le législateur avait étendu peu à peu les bienfaits de cette loi à des classes de plus en plus nombreuses de travailleurs. Les restrictions contenues dans la loi du 9 avril

1898 étaient loin d'être justifiées, et on comprenait fort bien le mouvement de l'opinion publique en faveur de l'extension de la loi aux professions maintenues sous l'empire du droit commun.

En sorte que rares étaient les catégories de salariés exclus, qui ne comprenaient plus guère que les clercs, secrétaires ou employés des professions libérales et des associations. Parmi eux les plus nombreux étaient incontestablement les clercs des officiers ministériels qui demandaient instamment que la loi sur les accidents du travail leur fut appliquée.

Cette proposition ne fut pas votée sur le champ, et l'évolution de la législation ne fut achevée que par la loi du 1^{er} juillet 1938 (*J. O.* du 2 juillet 1938) qui complète celle du 9 avril 1898 et dont l'article premier est ainsi conçu :

« Les accidents survenus par le fait du travail ou à
« l'occasion du travail en quelque lieu que celui-ci s'ef-
« fectue donnent droit, dans les conditions indiquées par
« la présente loi et sans préjudice des dispositions spé-
« ciales des lois du 15 décembre 1922 et du 30 avril 1926,
« étendant aux exploitations agricoles la législation sur
« les accidents du travail au profit de la victime ou de
« ses représentants, à une indemnité à la charge de
« l'employeur quel qu'il soit, à quiconque aura prouvé
« par tous moyens qu'il exécutait à un titre quelcon-
« que, même d'essai ou d'apprentissage, un contrat va-
« lable ou non de louage de service. »

Les termes de cet article sont aussi généraux que possible ; ils ne font aucune distinction entre les divers travaux pouvant donner lieu à l'application de la légis-

lation sur les accidents du travail. Cette législation peut donc être invoquée par la victime d'un accident survenu à l'occasion du travail dès l'instant qu'elle effectue ce travail en vertu d'un louage de services quelque soit l'employeur et quelque soit le genre de travail. Le contrat existant entre un notaire et un de ses employés appointés étant pour une grande part, comme nous l'avons vu plus haut, un contrat de louage de services, la législation sur les accidents du travail est certainement applicable aux clercs, dactylographes et comptables travaillant dans les études (1). Il ne semble pas au contraire qu'il y ait louage de services pour le clerc « amateur » qui ne reçoit pas d'appointements et qui n'est pas assujetti à un travail régulier.

Etant donné l'extension ainsi accordée au risque professionnel par la loi du 1^{er} juillet 1938, il appartient aux notaires d'apprécier s'ils doivent s'en garantir au moyen d'une assurance. Le plus souvent ce sont les secrétaires des Chambres de Notaires qui assurent près d'une Compagnie d'assurance privée les risques professionnels du personnel de toutes les études des ressorts de leur Chambre.

D'autre part, depuis la loi du 21 mars 1941, les prescriptions concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs sont applicables aux clercs de notaire et les inspecteurs du travail jouissent à l'égard des études du droit d'entrée qu'ils tiennent de l'article 105 du Livre II du Code du Travail. D'ailleurs, les conventions collectives contiennent presque toutes la clause suivante :

(1) La loi du 21 mars 1941 devait d'ailleurs le confirmer.

« Les notaires s'obligent à se conformer aux lois sur
« l'hygiène pour l'éclairage, l'aération, la dimension et
« le nettoyage des locaux où travaillent les clercs ; l'amé-
« nagement des études insalubres, s'il en existait, de-
« vrait être réalisé immédiatement. »

Ainsi est évitée l'existence d'études insalubres pouvant compromettre la santé des clercs.

Quant aux maladies professionnelles, il n'en est naturellement pas prévues pour le notariat. Les clercs de notaire ne manient pas de produits toxiques, ils ne vivent pas dans une atmosphère dangereuse, ils n'ont pas d'efforts physiques répétés à fournir. Dans ces conditions il aurait été très difficile de déterminer le caractère exact des maladies pouvant atteindre les employés d'officiers ministériels. Par contre les clercs de notaire sont soumis à une législation tout à fait spéciale vis-à-vis des assurances sociales ; nous en réservons l'étude au chapitre IX.

La loi du 1^{er} juillet 1938 sur les accidents du travail comme toutes les lois sociales que nous avons étudié jusqu'ici a été le résultat des revendications des groupements professionnels des clercs de notaire. Aussi allons nous étudier maintenant le syndicalisme dans la cléricature.

CHAPITRE VII

LE SYNDICALISME CHEZ LES CLERCS DE NOTAIRE

Il y a de trop grandes différences entre les anciennes corporations et les associations nées depuis un demi-siècle, entre l'esprit des unes et les tendances des autres pour nous attarder longuement à étudier l'ancienne « Basoche » à propos du mouvement corporatif qui s'est développé chez les clercs de notaire il y a cinquante ans environ.

Quand on parle de la Basoche on pense souvent à la brillante foule de jeunes gens, clercs et étudiants insouciantes, qui se retranchaient volontiers derrière l'autorité du chancelier afin de narguer le prévôt. Mais cette corporation poursuivait aussi d'autres buts plus sérieux et s'occupait notamment de l'instruction professionnelle.

Alors qu'à Paris les clercs de notaire avaient fondé un groupement indépendant, en province ils se rangeaient dans les basoches locales. Toutes ces corporations devaient d'ailleurs disparaître avec la Révolution.

Depuis, la profession de clerc de notaire a été une de celles qui fut le moins organisée de toutes. Les raisons de ce phénomène sont de plusieurs ordres.

Une des causes les plus importantes du développement et de la prospérité des syndicats ouvriers fut la naissance de la grande industrie. Or, comme nous l'avons indiqué dans le premier chapitre, le notariat est presque toujours une « industrie familiale ».

Quelles sont en effet les conditions favorables à une action syndicale ? L'identité des revendications paraissant le plus puissant des liens qui unissent les membres d'une association, il faut d'abord qu'un grand nombre de salariés appartiennent à la même entreprise. Grâce à leur nombre, les ouvriers d'une même exploitation constituent un groupement cohérent, homogène, dont les membres sont sous la surveillance constante des chefs ouvriers qu'ils se sont donnés. L'influence de ces chefs ouvriers n'étant pas compensée par celle de l'employeur, très souvent inconnu, il devient alors facile pour les membres d'un syndicat de faire agir à leur guise leurs commettants. Les groupements ainsi constitués dans chaque entreprise s'unissent ensuite aux groupements similaires en fédérations régionales puis nationales. Celles-ci ont alors une puissance et une force d'action telles que leurs revendications ont de grandes chances d'aboutir.

Or, en France, très peu de notaires emploient plus de dix clercs, beaucoup en occupent moins de cinq. Il est donc impossible de former un groupement sérieux de clercs d'une seule étude. D'autre part on ne peut concevoir un groupement plus restreint que celui de cinquante clercs d'un même arrondissement ; et parmi ces clercs appartenant à dix ou vingt études différentes chacun a un but propre, différent de celui des autres

et toute revendication ne sera pour la plupart des clercs qu'un mouvement de solidarité, mouvement qui aboutit très souvent à un échec. Dans le Notariat chaque employé connaît personnellement son patron et n'a très souvent aucune haine contre lui ; chacun prêche la lutte à outrance mais en se l'interdisant à soi-même ; chacun sait que s'il le fallait son patron tiendrait l'étude ouverte sans lui. Dans les villages enfin, les clercs sont seuls et le respect humain est sans action sur eux alors qu'il incite les nombreux ouvriers d'une usine à imiter les plus hardis.

D'autre part les clercs de notaire sont généralement dépourvus de l'enthousiasme nécessaire à la prospérité de toute association professionnelle ; ils ont la culture moyenne qui est la plus favorable à l'individualisme. Par profession, ils sont incrédules, méfiants, doivent prévoir dans les actes les éventualités les moins favorables : s'agit-il d'un bail, l'acte doit être conçu comme si le locataire risquait de se ruiner ou projetait d'endommager l'immeuble loué ; s'agit-il d'un contrat de mariage, les clauses doivent prévoir la mort des époux, leur divorce, leur faillite. Aussi dans toute revendication, les clercs craignent leur renvoi de l'étude en cas d'insuccès.

La présence dans les études d'un assez nombreux personnel féminin ne favorise pas le mouvement syndicaliste des clercs de notaire, car les femmes employées dans les études ne demandent souvent qu'un salaire d'appoint en rémunération de leur travail ; et, étant issues de la petite bourgeoisie sont hostiles à toute mesure pouvant paraître révolutionnaire. Il en est de même des

retraités et des principaux clercs qui dans une petite ville jouissent d'une certaine considération.

Il arrive parfois cependant qu'une nécessité commune s'impose à tous les clercs d'une région et fasse taire pour un temps les voix particularistes qui s'élèvent en chacun d'eux.

Ainsi dans les premiers mois de 1926 les clercs de notaire de certains arrondissements (ceux de Poitiers, Brest, Tours, Le Mans et Compiègne spécialement) se réunirent dans ces chefs-lieux pour réclamer une augmentation de salaire, et, condition indispensable, le relèvement du tarif légal des actes authentiques ; de même, oubliant leurs querelles particulières, les clercs des Etudes d'une même ville se groupent parfois pour demander à leurs trois ou quatre patrons la semaine anglaise (1) ; parfois encore patrons et employés se réunissent pour fêter un jubilé de travail, mais le lendemain ils redeviennent souvent esclaves des jalousies individuelles et ces groupements sont éphémères.

En résumé, bien rares sont les clercs professionnels qui oseraient braver l'hostilité déclarée de leurs patrons ; et ce qui est extraordinaire, c'est que dans ces conditions, un mouvement syndicaliste ait pu réussir.

(1) C'est ainsi qu'en avril 1935 la demande suivante fut remise aux notaires de la ville de Châlons-sur-Marne :

« Le Personnel des cinq Etudes des notaires de Châlons a l'honneur de solliciter de la bienveillance de Messieurs les Notaires, la semaine anglaise à compter du 1^{er} avril jusqu'au 1^{er} octobre, et les assure que le travail ne souffrira pas de la fermeture du samedi après-midi.

La cléricature châlonnaise comptant sur la courtoisie habituelle de M^e Jonquet, lui remet la présente demande et le charge de bien vouloir y donner suite. » Suivaient les signatures des 23 clercs des Etudes de Châlons.



Sans faire ici la monographie de chaque association existant actuellement, il faut remarquer qu'elles se sont créées généralement à l'occasion d'une crise aiguë de salaires (1).

A Troyes par exemple, le 6 juillet 1919 se tint l'Assemblée générale constitutive de l'Association Professionnelle et Amicale des clercs de notaire du département de l'Aube. Ses buts étaient nombreux ; création d'une fédération nationale, constitution d'une caisse de retraites, application rigoureuse des textes sur le repos hebdomadaire, mise en harmonie des salaires avec le coût de la vie, etc... De tous, seul, le dernier but fut atteint et le fut complètement ; puis on considéra le rôle de l'Association comme terminé et elle ne tint plus de réunion générale.

Bien d'autres associations de clercs n'eurent aussi qu'une vie éphémère ; c'est le cas de la Basoche Meloise, association amicale des clercs de notaires, d'avoués, d'huissiers et de greffiers, de Meaux ; l'Amicale de Niort ; la Basoche Mutualiste de Boulogne-sur-Mer, etc... Seules quelques-unes ont eu une certaine vie et obtenu quelques résultats : telle la Basoche Toulousaine qui fit introduire l'usage de la semaine anglaise dans les études de Toulouse, et l'Association amicale des clercs de l'arrondissement de Dunkerque qui obtint à peu près le même résultat.

Une seule Basoche locale eut quelque importance :

(1) Telle qu'en 1919 où les clercs ne gagnaient pas plus qu'en 1914.

c'est la Basoche de l'Oise, fondée à Clermont en 1909 et qui fut même approuvée par le Président de la Chambre de Discipline de l'arrondissement de Clermont. 150 clercs environ y adhèrent. Cette Basoche obtint assez rapidement un relèvement des salaires, cependant qu'elle développait de bonnes relations avec les notaires. Après une discussion amicale une caisse de retraite fut créée, caisse alimentée par le versement des patrons et les clercs, et le principe d'une bonification pour les vieux clercs fut même admise.

Depuis lors la Basoche de l'Oise a fait interdire dans tout le département les adjudications dominicales, mais malheureusement son action est en sommeil depuis une dizaine d'années.



« La Basoche », association syndicale professionnelle des clercs de notaires et d'avoués de France, d'Algérie, et des colonies, qui est inscrite à la Préfecture de la Seine et dont le siège social est à Paris, 14, rue d'Amsterdam, mène une vie un peu moins active mais qui semble devoir être plus longue que les autres, parce qu'elle n'est pas subordonnée aux questions de personnes. Cette association présente ce caractère particulier de chercher à grouper directement tous les clercs du territoire français sans l'intermédiaire de groupements locaux.

La loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, spécifiait, dans son article trois, que ceux-ci ont :

« Exclusivement pour objet l'étude et la défense des

intérêts économiques industriels, commerciaux et agricoles. »

Il n'était pas évident qu'un texte ainsi conçu puisse s'appliquer aux clercs de notaires. Néanmoins c'est en 1884 que se fonda la Basoche Nationale, qui, après avoir longtemps été une association déclarée, constitue depuis 1920 un syndicat ; mais elle n'a pris cette forme que pour accroître sa capacité civile et en changeant de nom elle n'est pas devenue un organisme de combat, elle cherche à collaborer avec notaires et avoués.

En raison de la mentalité des clercs il ne faut s'étonner de ce qu'un dixième seulement fasse partie de « la Basoche » malgré les marques d'estime des patrons. Encore faut-il ajouter que la plupart ont adhéré non par syndicalisme mais pour recevoir à bon compte « la Revue nouvelle du Notariat et de procédure » organe officiel de la Basoche qui comprend en plus d'un bulletin corporatif, des études de pratique notariale très précieuses.

A l'origine, la Basoche apparaissait plus comme un organisme de perfectionnement professionnel de ses adhérents que comme un organe d'amélioration de leur condition matérielle. Les questions susceptibles d'entraîner de graves conflits entre clercs et patrons y étaient traitées avec la plus grande réserve. Depuis la grande guerre, et plus particulièrement depuis ces dernières années elle est entrée dans une voie d'action beaucoup plus énergique, faisant parfois une active propagande en faveur de certaines réformes, en saisissant le Ministre de la Justice et même l'opinion publique.

La loi du 12 mars 1920 sur l'extension de la capacité

des syndicats s'est traduite par une recrudescence du mouvement syndicaliste. En 1928 un nouvel organisme plus restrictif se créa : « Le syndicat général des clercs de notaires de Paris et de la Seine ». Le mouvement fut suivi en province par la constitution d'un certain nombre de syndicats régionaux. Puis les uns et les autres adhèrent à la « Fédération Nationale Autonome des Clercs de Notaires ».

Avec ce groupement purement professionnel et ne réunissant exclusivement que les clercs de notaires, l'action syndicale devint très vive, parfois même excessive dans ses termes à l'encontre de « l'Association Nationale des Notaires de France » et s'orienta vers un certain nombre de revendications très précises. Nous allons voir en étudiant quelques-unes de ces revendications que la Fédération demandait l'application à ses adhérents d'un statut dont bénéficiaient les salariés en général.

Ainsi, ce sont les syndicats de clercs qui sont à la base du vote de la loi du 1^{er} juillet 1938 rendant la législation sur les accidents du travail applicable aux clercs. De même c'est sur leur demande que fut votée la loi sur le repos hebdomadaire. La Fédération continua à demander l'interdiction des ventes le dimanche et une proposition de loi fut déposée en vue d'interdire les adjudications mobilières et immobilières, volontaires ou judiciaires, le dimanche et les jours fériés.

Quant aux salaires, ils furent augmentés sur les réclamations directes des clercs qui continuent à demander l'augmentation des salaires minima. Enfin, à l'occasion des conventions collectives, des contacts directs eurent lieu entre la Basoche, la Fédération Nationale des

Clercs de Notaire et l'A.N.N. ; contact à la suite desquels fut élaboré le modèle type des conventions collectives.

Récemment la Fédération et la Basoche ont oublié leur rivalité et leurs dissentiments et se sont unies pour demander la reconnaissance d'un statut corporatif réglant de façon précise les droits et les devoirs respectifs des notaires et des clercs. Des projets ont été élaborés en ce sens et déposés à la Chancellerie. C'est ainsi que fut créée la Caisse des Retraites et de Prévoyance des clercs de notaire de France.

L'orientation des associations syndicales des clercs de notaire se tourne donc vers la reconnaissance par l'Etat d'un statut corporatif, et dans un numéro d'août 1939 « La Revue nouvelle de la Basoche » organe nouveau des Basochiens, on relève le passage suivant :

« Nous continuerons à travailler et à mûrir notre
« grand projet d'organisation corporative de la profes-
« sion, car toutes les petites réformes que nous pourrions
« obtenir ne seront que « piqûres endormant le mal »
« tant qu'elles ne seront pas fondues et codifiées par
« des lois organiques dont nous avons démontré l'ab-
« solue nécessité. »

Actuellement les clercs demandent que leurs représentants siègent dans les compagnies de notaires à côté des patrons et ont obtenu un résultat en ce qui concerne les examens professionnels du Notariat. Leur action est bien dans la ligne de la législation actuelle qui tend à faire renaître les anciennes traditions françaises dans le domaine économique.

Le problème essentiel est celui de la collaboration entre notaires et clercs ; ceux-ci ne peuvent imposer par

la violence leurs idées à leurs patrons, mais la confiance, l'estime, le dévouement et l'attachement sont nécessaires. D'ailleurs, presque tous les groupements de clercs cherchent à se concilier la sympathie des notaires et, de leur côté, les patrons ayant reconnu l'importance du rôle joué par les clercs dans leurs études ont considérablement amélioré la condition du personnel et sont en général disposés à étudier dans un esprit favorable les projets de réformes qui leur sont soumis.

La loi du 21 mars 1941 étendant aux clercs de notaire le Livre III du Code du Travail, Livre concernant les syndicats professionnels, assimile désormais les syndicats d'employés des officiers ministériels aux autres syndicats ouvriers. A ce sujet les Présidents de groupements d'officiers ministériels réunis en conférence le 7 mai 1941 ont demandé au Ministre de la Justice de bien vouloir prendre un décret pour préciser l'obligation de constituer, par profession, un syndicat composé uniquement des clercs et employés de cette corporation, travaillant effectivement dans une charge ou dans un office public ou ministériel, à raison d'un syndicat au moins par corporation et par Cour d'appel. Tenant compte du précédent qui a confié aux Chambres de discipline le contrôle de l'application de la loi sur le repos hebdomadaire et les sanctions à prendre en cas d'infraction à cette règle, ils ont demandé aussi que la surveillance de l'application des dispositions du Code du Travail soit confiée aux Chambres de discipline qui devraient, chaque année, en faire l'objet d'un rapport spécial aux Parquets.

Le temps n'est plus où le clerc nourri par son patron mangeait encore à sa table ou à celle des domestiques,

pansait les chevaux le matin et arrosait le jardin le soir ; où il était du matériel par destination que les titulaires se cédaient avec les dossiers et les archives.

C'est dans cette voie de collaboration que clercs et patrons doivent poursuivre s'ils veulent améliorer le sort des uns et des autres, sort qui est étroitement solidaire.

CHAPITRE VIII

DURÉE ET RÉOLUTION DU CONTRAT DE TRAVAIL

Quelle est la durée du contrat de travail intervenu entre clercs et patrons ? L'article 1134 du Code Civil indique que :

« Les conventions ne peuvent être révoquées que du consentement mutuel des parties ou pour les causes que la loi autorise. »

Cet article s'applique naturellement aux clercs de notaire et nous allons tout d'abord étudier quelles sont les causes générales de rupture du lien contractuel unissant les notaires à leurs employés.

I. — DURÉE DU CONTRAT DE TRAVAIL

La première et la plus évidente des causes de rupture du contrat de travail est celle de décès du clerc ; à ce cas on peut d'ailleurs assimiler celui d'incapacité d'accomplir son travail par suite d'infirmités. C'est la solution donnée par Darcy dans son traité :

« Le contrat devrait nécessairement prendre fin, si pendant sa durée le clerc devenait physiquement ou

« moralement incapable de remplir ses engagements ; si
« par exemple, il était atteint d'infirmités corporelles ou
« s'il venait à perdre l'usage de ses facultés mentales. »

A la différence du cas de décès cependant, le clerc touchera son salaire pendant quelque temps encore et le modèle type des conventions collectives contient un paragraphe selon lequel en cas d'absence pour cause de maladie ses appointements seront payés pendant un mois à plein tarif et deux mois à demi tarif, déduction faite pour le personnel bénéficiant des assurances sociales ou de toute autre caisse les remplaçant, des émoluments et indemnités alloués par celles-ci.

Le cas de décès du notaire n'entraînerait pas, au contraire, résiliation du contrat de travail ? En effet, le clerc est attaché à l'étude et non à la personne de son titulaire ; aussi, il continuerait à être lié avec ses héritiers et si ceux-ci veulent le congédier ils devront observer les délais d'usage.

Avec la mort et la maladie, tous les cas de force majeure susceptibles de faire obstacle à l'exécution du contrat sont une cause de résiliation (1). Tels seraient par exemple la suppression de l'office, l'incendie ou la destruction de l'étude. Toutefois, dans ces deux derniers cas, si le notaire peut réinstaller ses bureaux dans un autre immeuble, les contrats qui l'unissent à son personnel subsisteraient et c'est ce qui a eu lieu en pratique dans les villes sinistrées après la dernière guerre.

On sait que les notaires qui se livrent à des opérations commerciales ou bancaires peuvent être déclarés en

(1) Art. 23 du Code du Travail modifié par la loi du 19 juillet 1928.

faillite. Dans ce cas il n'y a pas résiliation du contrat de travail ; mais si c'est une cause de congédiement des clercs, il y a faute imputable à l'employeur, faute susceptible de fonder une demande de dommages et intérêts. La situation semble devoir être la même en cas de destitution du notaire, mais il n'y a aucune jurisprudence sur la question.

Ces causes générales de résolution du Code du Travail ayant été indiquées, il nous faut maintenant étudier le cas de contrat à durée déterminée et le cas de contrat à durée indéterminée.



Des contrats de travail à durée déterminée sont très rarement conclus dans le notariat et ne se rencontrent guère qu'au cas de liquidateurs auxiliaires, engagés souvent pour quelques mois, à l'occasion du règlement de dossiers importants. Le principe de ce contrat est qu'il ne peut durer moins que le temps pour lequel il a été prévu. A l'échéance, les parties peuvent cependant ne pas se séparer et il peut alors se former entre elles un contrat à durée indéterminée par tacite reconduction, dont un désir commun des contractants pourra toujours rompre le lien.

Un autre moyen de résiliation du contrat de travail à durée déterminée est celui qui résulte de l'article 1184 du Code Civil ; cet article stipule en effet que :

« La condition résolutoire est toujours sous-entendue
« pour le cas où l'une des deux parties ne satisfera pas
« à son engagement. Dans ce cas, le contrat n'est point
« résolu de plein droit. La partie envers laquelle l'en-

« gagement n'a point été exécuté a le droit de forcer
« l'autre à l'exécution de la convention lorsqu'elle est
« possible ou d'en demander la résolution avec domma-
« ges-intérêts. »

De l'avis unanime de la doctrine, cette théorie juridique est applicable au contrat de travail ; de même la jurisprudence a fait sienne cette idée (1). Un notaire peut donc soumettre aux tribunaux les griefs qu'il a contre un clerc qui ne lui donne pas satisfaction, demander son renvoi, voire même des dommages-intérêts. La même faculté existe réciproquement au profit des clercs.

Mais, ces contrats a durée fixe sont exceptionnels et l'engagement sans limitation de durée est de beaucoup le plus fréquent. Certes, l'intention d'un notaire quand il engage un clerc est de le garder le plus longtemps possible et réciproquement, ce dernier cherche un emploi stable, mais ils préfèrent à une indication de durée un engagement souple résiliable par chacun selon les principes de l'article 1780 du Code Civil.

Il faut cependant remarquer que cette faculté de résiliation n'est pas absolue, car une brusque rupture du Contrat de Travail de la part du patron pourrait causer une gêne cruelle à une famille vivant uniquement du salaire d'un clerc de notaire, et de même un notaire pourrait être dans un grand embarras si ses clercs le quittaient brusquement. C'est pourquoi la pratique d'un délai de préavis ou délai congé était entrée dans les mœurs ; mais ce n'était pas suffisant et la jurisprudence dut attribuer des dommages-intérêts en cas de rupture

(1) Cour de Paris, 24 février 1860, D. P. 60-2-84 Aff. Guin/Des-tourbet.

abusive du contrat de travail. Ainsi, il résulte d'une décision de Lille, 26 mai 1891 (D. 91-3-86) : que la rupture d'un contrat de louage de services par la volonté de l'une des parties est l'exercice d'un droit incontestable. Mais, en l'absence de motifs légitimes le brusque renvoi d'un employé rend le patron passible de dommages-intérêts. Pour la fixation de l'indemnité allouée le juge doit tenir compte des usages et de la nature des services engagés.

Sans entrer ici dans l'étude juridique de l'abus de droit il nous faut ajouter que la jurisprudence a fait une application intégrale de cette notion. Cf. Pontarlier, 27 mai 1909, *Revue Nouv. du Not.*, 1909-378.

II. — DÉLAI-CONGÉ

Quel délai de préavis sera donc appliqué en pratique. Il est évident que la durée de huit jours que l'usage a consacrée en ce qui concerne les domestiques et gens de service est tout à fait insuffisante pour permettre à un clerc de notaire de retrouver une place ou à un notaire de parer à une vacance brutale dans son personnel. C'est pourquoi, quand la question s'est posée devant les tribunaux, un délai-congé d'un mois a été accordé aux clercs ordinaires (clercs aux inventaires et aux actes courants), à l'imitation de ce qui est pratiqué pour les employés. Ce n'est d'ailleurs qu'un temps minimum et des délais plus longs ont été accordés pour ceux qui exercent des fonctions plus importantes. Ainsi il a été jugé à Dijon (25 août 1895 S. 97-2-189) qu'un principal clerc gagnant 250 francs par mois avait droit à une

somme de 600 francs pour brusque renvoi, soit 2 mois et demi d'appointements. Il en a été de même pour un clerc liquidateur (Cambrai, 8 déc. 1908).

Mais il est certain que si ce renvoi a lieu pendant le temps d'essai qui est souvent exigé par les notaires avant un engagement définitif, un clerc inhabile à remplir ses fonctions ne peut se plaindre du délai-congé de 8 ou 15 jours qui lui est généralement assigné. Cependant ce renvoi doit avoir lieu assez rapidement sinon on rentre dans les cas habituels ; c'est ce qu'a décidé le Tribunal de Corbeil (8 déc. 1909, *Rev. Nouv. du Npt.* 1910-130) dans le cas suivant : un notaire, après avoir pris les renseignements sur le compte d'un clerc lui propose ses conditions, le fait venir d'assez loin, en lui promettant de le conserver plusieurs années. Au bout d'un an, le patron prétendant son clerc inexpérimenté le renvoi. Il y eut un procès et l'on peut lire dans le jugement cet attendu :

« Que dans tous les cas et même en admettant cette
« insuffisance professionnelle, en raison du déplacement
« du ménage C..., des frais toujours élevés qu'un dépla-
« cement de cette nature entraîne, et surtout de l'enga-
« gement corrélatif pris par les parties, M^e G... devait
« à C... de le prévenir au moins plusieurs mois à l'avan-
« ce de ne pas le conserver. »

Il était évident que le notaire en congédiant son clerc au bout d'un an au mépris de sa promesse, sous le prétexte d'une insuffisance professionnelle non vérifiée, outrepassait ses droits.

Au contraire, si une faute peut être relevée dans la vie professionnelle d'un clerc, aucune indemnité n'a à

lui être allouée. C'est ainsi qu'un caissier malhonnête ou un clerc proférant des menaces contre son patron pourra être renvoyé sur le champ sans indemnité de délai-congé. La question s'est même posée de savoir si un clerc pouvait être congédié pour un fait de sa vie privée. Les tribunaux ont décidé qu'en principe un employé n'a pas à donner de comptes sur sa vie privée à son patron ; mais il est certain que la confiance accordée à une étude par la clientèle est ébranlée lorsque le caissier dilapide sa fortune personnelle dans les salles de jeu, alors même que sa gestion à l'étude resterait irréprochable. Aussi, en des cas semblables, le patron peut supprimer le délai-congé mais doit apporter la preuve du préjudice que subit son étude, sinon il n'échapperait pas à une condamnation.

Il faut ajouter que les délais-congés peuvent être plus courts pour les copistes et les coursiers ; et que la loi du 19 juillet 1928 interdit d'insérer dans les contrats de travail une clause de délai congé dérogeant à la pratique habituelle pour la profession.

Dans le notariat la durée des délais-congés est réglée par les conventions collectives ; elles contiennent toutes, en effet, une clause spéciale à ce sujet. Voici celle indiquée dans le modèle type :

« Le délai de congédiement pour les notaires et pour
« les clercs et employés part du premier jour du mois
« qui suit l'avis de départ donné par l'une des parties
« à l'autre.

« Le notaire est libre de ne pas conserver à son étude,
« pendant ce délai, les clercs ou employés congédiés,
« mais à sa charge de leur verser préalablement à leur dé-

« part le montant des salaires et indemnités auxquels ils ont droit.

« La durée du délai-congé est de deux mois. »

La loi du 21 mars 1941 étendant aux clercs de notaire la plupart des dispositions du Code du Travail soumet ces derniers aux règles de délai-congé en vigueur dans le commerce. En fait cette loi n'a pas changé la situation dans le notariat à cet égard, car les délais-congés y étaient plus longs que dans les autres professions.

Une dernière question se pose à propos des délais-congés : quels sont les tribunaux appelés à connaître des différends soulevés par l'exécution ou la résolution des contrats intervenus entre les clercs et les patrons ?

On ne peut songer à assujettir les clercs au pouvoir des Chambres de Notaire qui n'édicte que des peines disciplinaires et non des peines pécuniaires. De même ils n'étaient pas justiciables des Conseils de Prud'hommes ; en effet aux termes de l'article premier du Livre IV du Code du Travail cette juridiction était instituée pour terminer par voie de conciliation les différends s'élevant à l'occasion du contrat de louage d'ouvrage dans le commerce, l'industrie et l'agriculture entre les patrons et les employés de l'un et de l'autre sexe qu'ils emploient.

Aussi les clercs de notaire relevaient autrefois de la Justice de Paix pour les difficultés s'élevant à l'occasion de leur contrat de travail. Depuis la loi du 21 mars 1941 ils sont assimilés aux employés du commerce et de l'industrie et sont donc justiciables des Conseils de Prud'hommes.

III. — D'UNE CONVENTION SPÉCIALE

ENTRE CLERCS ET NOTAIRES

On sait qu'il est d'un usage courant aujourd'hui lorsqu'un commerçant, par exemple, engage un employé important, qu'il intervienne dans leurs conventions une clause selon laquelle l'employé ne pourra, à son départ, s'établir dans le même pays ni entrer dans des maisons concurrentes de la même ville. Cette clause est considérée comme licite par les tribunaux à condition d'être limitée quant au temps et quant au lieu, faute de quoi elle serait frappée de nullité. On peut dire que dans une certaine mesure les notaires se trouvent avec leurs clercs dans la même situation que les commerçants avec leurs gérants ou commis.

Aussi, très souvent, les règlements des Chambres de Discipline approuvés par la Chancellerie contiennent une clause interdisant aux notaires de prendre pour clerc un clerc d'un notaire du même canton ou de la même ville sans l'assentiment de ce dernier.

Autrefois, quand un notaire s'appuyant sur cette clause, refusait en dehors de tout esprit de malveillance son assentiment à l'entrée de son principal clerc dans l'étude d'un confrère, il exerçait un droit légitime ; et les Chambres de Discipline en décidant que le notaire chez lequel le clerc avait l'intention de se replacer devait s'abstenir de l'engager ne commettaient ni une faute ni un excès de pouvoir. La jurisprudence avait même confirmé cette pratique dans un arrêt de 1926. Voici les faits : Un notaire de Compiègne, après avoir congédié

son clerc liquidateur s'était opposé à l'entrée de celui-ci chez un de ses confrères de la même ville, et le cas soumis à la Chambre de Discipline, celle-ci s'était associée à cette opposition. Le clerc assigna son ancien patron et la Chambre en dommages-intérêts. L'affaire fut déferée à la Chambre des Requêtes qui décida que l'opposition d'un notaire à ce qu'un clerc congédié par lui entre chez un confrère du même lieu constitue (alors que conformément à un usage, elle est formulée en dehors de tout esprit de malveillance et pour la seule défense des intérêts professionnels), l'exercice d'un droit légitime et normal. Req. 26 février 1924 (D. H. 201 1924, et D. P. 1927-I-21). On voit donc sur quel terrain l'arrêt cité pose la question. Dans le cas présent le règlement de la Chambre des Notaires de Compiègne qui avait été approuvé par le Garde des Sceaux prévoyait une semblable difficulté entre les notaires et les clercs. Il y a d'ailleurs dans le même ordre d'idée des délibérations de chambres d'avoués qui spécifient qu'un an doit s'écouler entre le départ d'un principal clerc de l'étude où il était employé et son entrée dans une autre étude auprès du même tribunal.

Même si un notaire congédiait son clerc sans motif légitime, cette clause jouerait encore. C'est ce qui a été jugé par la Cour d'appel de Douai, non pas à propos d'un clerc de notaire, mais dans une espèce similaire. 26 avril 1845, S. 45-2-555.

Enfin il arrivait parfois qu'un clerc s'engage par écrit à ne pas se placer dans une autre étude et à ne pas s'intéresser dans une agence d'affaires sans le consentement écrit du notaire qu'il quittera. Il a été jugé que cet

engagement était valable s'il était limité à un arrondissement ; en cas de contravention le clerc pouvait être condamné à quitter la nouvelle étude où il s'était placé sous peine d'une astreinte (1).

Ces pratiques étaient tout à fait contraires au principe de la liberté du travail et sur les revendications des associations de clercs de notaire, spécialement de la Basoche, le Ministre de la Justice envoya aux Procureurs généraux une circulaire en date du 19 décembre 1931 aux termes de laquelle il appelait leur attention sur la disposition insérée dans la plupart des règlements des compagnies de notaires relativement à l'interdiction faite aux notaires de prendre pour clerc le principal d'une étude du même canton ou de la même ville sans l'assentiment de l'ancien patron ou de la chambre de discipline. Il indiquait que d'accord avec le Ministre du Travail cette clause paraissait peu conforme au principe de la liberté du travail et qu'il convenait de la faire disparaître purement et simplement ou de la modifier en ne laissant subsister que la nécessité du consentement de la Chambre de Discipline.

Les Compagnies de notaires se conformèrent à ces instructions mais maintinrent dans presque tous les cas le droit d'appréciation des chambres. Aussi le 2 octobre 1933 M. le Garde des Sceaux dut envoyer une nouvelle circulaire dont voici le passage principal :

« Certains faits parvenus à ma connaissance démontrent que la nouvelle disposition des règlements est encore susceptible de donner lieu de la part de cer-

(1) Trib. Semur, 25 fév. 1920. Dijon, 3 fév. ; 1921, R. 19.777.

« taines chambres à des abus regrettables. Bien que de
« tels faits soient demeurés exceptionnels je suis amené
« à inviter les chambres à préciser dans leurs règle-
« ments que l'interdiction faite par elles en vertu de la
« disposition sus-visée ne pourra valoir que pour une
« durée maxima de six mois et ne pourra être renou-
« velée.

« Les mesures devront être prises à cet effet dans les
« prochaines assemblées générales de novembre. Et dès
« à présent c'est seulement dans cette limite qu'il con-
« vient de recommander aux chambres de discipline
« d'user du droit d'arbitrage que ma chancellerie a cru
« pouvoir leur laisser en cette matière délicate. »

Cette circulaire qui donnait en grande partie satisfac-
tion aux clercs émut la plupart des notaires. Sans doute
devant l'injonction formelle qui leur était faite d'avoir
à modifier leurs règlements dans le sens indiqué par
cette circulaire, les assemblées de novembre s'incli-
nèrent ; néanmoins certaines accompagnèrent leur sou-
mission d'observations respectueuses à l'adresse de M. le
Garde des Sceaux. Ces assemblées faisaient notamment
observer qu'il était très légitime que le Ministre du Tra-
vail se préoccupa d'assurer aux clercs et employés des
études de notaire la liberté de l'exercice de leur pro-
fession mais elles ajoutaient que ce ministre n'était pas
à même de mesurer les répercussions que cette règle-
mentation pouvait avoir et aurait certainement non seu-
lement dans les rapports entre employeurs et employés,
mais aussi dans les rapports des uns et des autres avec
le public dont ils étaient tous les serviteurs.

Aussi le Président de l'Association Nationale des No-

taires écrivit le 15 novembre 1933 au Garde des Sceaux une lettre dans laquelle il lui rappelait que le fait pour un ouvrier ou un contre-maître de passer d'un atelier à un autre dans la même ville était généralement sans importance à l'égard de son ancien patron ; par contre, lorsqu'un principal clerc d'une étude passait à l'une des rares études du canton, tous les secrets qu'il connaissait passaient avec lui dans l'étude où il entraît et ce déplacement qui s'opérait à l'insu des intéressés pouvait leur être extrêmement préjudiciable. C'est pourquoi il paraissait désirable, non pas tant dans l'intérêt des notaires que dans celui de la clientèle, de laisser aux Chambres de Discipline le pouvoir d'appréciation dont certaines avaient abusé.

Les notaires redoutaient en effet qu'impressionnés par cet abus, les rédacteurs de la circulaire n'évitent un inconvénient que pour tomber dans un autre et ne fournissent une arme dangereuse à ceux qui voudraient dans l'avenir multiplier des conflits, jusqu'ici infiniment rares. Aussi ils proposaient la création de chambres supérieures par ressort de cour d'appel, chambres auxquelles pourraient être déférés les conflits qui peuvent diviser les notaires et leurs clercs, au sujet des conditions de travail.

Depuis 1933 et malgré ces réclamations, la jurisprudence des chambres de discipline est constante. Celles-ci s'opposent à ce qu'un principal clerc puisse pendant les six mois suivant son départ d'une étude entrer dans une étude de la même ville ou du même canton. Cependant ce délai de six mois pendant lequel le clerc ne touche aucun salaire est assez long pour, en fait, obliger

ce dernier à changer de pays. Il faut d'ailleurs ajouter qu'en pratique le cas se présente rarement car un notaire engageant après six mois le principal clerc d'un confrère de son canton perdrait la sympathie de tous ses collègues. La loi du 21 mars 1941 elle-même ne changera sans doute pas cette jurisprudence basée sur des raisons primordiales tout à fait propres au notariat.

Il nous reste à envisager le cas où le clerc deviendrait cessionnaire d'un office dans la ville où il faisait sa cléricature. Rien n'empêcherait puisque la convention fait la loi des parties, un notaire, engageant son principal clerc, de comprendre dans ses conventions un article prohibant ce rachat sous la menace d'une clause pénale. A défaut de cette clause rien ne permet d'affirmer que la chancellerie refuserait de donner son investiture au candidat qui lui serait présenté dans ces conditions.

Enfin nous avons réservé pour le chapitre suivant que nous lui consacrerons entièrement un point très récent et très particulier de l'application du droit social aux clercs de notaire : celui de la Caisse de retraite et de prévoyance.

CHAPITRE IX

ASSURANCES SOCIALES ET RETRAITES DES CLERCS DE NOTAIRE

La loi du 12 juillet 1937 qui a posé le principe d'une caisse de retraite et d'assistance des clercs de notaire a été le résultat de nombreuses réclamations formulées par les clercs. Pour mieux comprendre ce qu'elle est venue apporter de nouveau, il nous faut étudier quelle était auparavant la situation dans les études.

I. — SITUATION AVANT LA LOI DU 12 JUILLET 1937

L'application de la loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes aux clercs de notaire n'avait soulevé, semble-t-il, aucune difficulté. L'article premier de cette loi prévoyait, en effet, au nombre de ses assurés obligatoires les salariés des professions libérales. C'est ce qu'indique expressément le traité Dalloz des retraites ouvrières et paysannes, n° 118 : « Sous la dénomination de serviteurs des professions libérales il faut comprendre notamment les rédacteurs de journaux ; les clercs des notaires, avoués, huissiers, etc... ».

La seule condition exigée pour que le clerc bénéficiât de cette loi du 5 avril 1910 était que celui-ci fut véritablement un clerc professionnel qui, d'une part, d'après la loi complémentaire du 18 avril 1922, ne devait pas recevoir plus de 10.000 francs par an comme maximum de salaire avec d'autre part, une constance et une fixité telles que ses appointements constituent bien un salaire. A ce sujet la Cour de Cassation, 25 mars 1912, dans une affaire Préfet du Loiret/Poisson, précédemment soumise au Tribunal Civil d'Orléans, 21 septembre 1911 (D. P. 1912-5-6 et 1912-I-300) a décidé que n'était pas un salarié au sens de l'article I de la loi de 1910, l'étudiant en droit attaché à une étude en vue de se préparer à l'exercice d'une profession libérale.

La loi du 5 avril 1928, intitulée loi sur les Assurances Sociales, institua au profit des salariés des deux sexes, un système de protection, d'ailleurs assez compliqué, contre les différents risques menaçant les travailleurs.

Devait-on comprendre au nombre de ces salariés affiliés aux Caisses d'Assurances les clercs des Officiers ministériels et particulièrement des notaires ? D'après la loi il fallait y comprendre quiconque effectue un travail pour le compte d'un employeur auquel il est lié par un contrat de louage de services et sous la dépendance duquel il travaille. On a donc repris pour l'application de la loi du 5 avril 1928 la distinction qui jouait pour celle du 5 avril 1910. Pour l'énumération des assurés obligatoires on s'en est rapporté à la jurisprudence concernant les lois sur la saisie-arrêt des petits salaires, celles des 12 janvier 1895, 27 juillet 1911 et la loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes. Dans un rapport M.

Chauveau a fait bénéficier les clercs de notaire des dispositions de la loi sur les assurances sociales à l'exception des clercs amateurs qui eux, ne sont pas salariés (*Jour. Off.* du 5 juillet 1927, p. 144).

Par conséquent, les clercs de notaire se trouvaient soumis au droit commun pour l'application de la loi sur les assurances sociales et étaient tenus de se conformer aux prescriptions de la loi du 5 avril 1928 modifiée par la loi du 30 avril 1930. Voici brièvement quel était le régime applicable aux clercs de notaire (1) : les patrons devaient faire une déclaration des clercs et employés de leur étude, considérés comme assurés obligatoires, c'est-à-dire âgés de moins de 60 ans et gagnant, à l'exclusion des allocations familiales, moins de 15.000 francs par an, chiffre porté à 18.000 francs dans les villes de plus de 200.000 habitants et augmenté pour charges de famille. Lorsque le clerc était nourri ou logé par le notaire ces prestations étaient évaluées forfaitairement et la rétribution annuelle était calculée d'après la totalité de ses appointements et avantages en nature.

Les notaires devaient également faire une déclaration pour les salariés dont la rémunération totale était supérieure au salaire limite mais inférieure à 25.000 francs, cette déclaration ayant pour objet de permettre de prélever une contribution spéciale affectée au fond de majoration et de solidarité. Le taux de cette contribution payée uniquement par l'employeur était déterminé par décret tous les ans. Les notaires devaient adresser aux Caisses départementales ou inter-départementales les co-

(1) Régime identique à celui des autres salariés.

tisations de leurs clercs ou employés ; ces cotisations s'élevaient à une somme comprise entre 12 et 80 francs par mois, soit 144 à 960 francs par an d'après la catégorie dans laquelle était comprise le salarié suivant le montant de ses appointements ; la loi prévoyait ainsi 5 catégories comprises entre 1 franc et 18.000 francs de salaire.

Le notaire, comme tout employeur, était tenu de payer la moitié de la cotisation, moitié qui devait rester exclusivement à sa charge, toute convention contraire étant nulle de plein droit. Le salarié était tenu de payer l'autre moitié de la cotisation et l'employeur devait en retenir le montant au moment de paiement du salaire. Quant à l'opération matérielle du versement des cotisations, elle s'effectuait au moyen de l'apposition de timbres d'assurances sociales collés moitié sur la carte annuelle et moitié sur la feuille trimestrielle ; si l'employeur ne faisait pas la déclaration prescrite, le salarié avait alors le droit de la faire directement.

Ce régime s'appliquant aux clercs de notaire, dans de nombreuses études ces derniers étaient affiliés aux caisses départementales d'assurances sociales. Cependant, cette pratique n'était pas générale et dans les études rurales, très rares étaient les clercs assurés sociaux. Plusieurs raisons étaient la cause de cet état de fait. Certes, l'individualisme des clercs de notaire en empêchait beaucoup de suivre une réglementation s'appliquant surtout aux travailleurs industriels ; mais, c'est spécialement parce que le risque des clercs était « un bon risque » pour une caisse d'assurances sociales et que les primes semblaient excessives, que les clercs de notaire craignaient de verser des sommes dont profiteraient les autres tra-

vailleurs. C'est pour cette dernière raison qu'ils réclamaient la création d'une caisse propre au Notariat, caisse qui pourrait être confondue avec celle de Retraite. La Basoche et la Fédération Nationale des clercs de Notaires agirent spécialement en ce sens et dans presque tous leurs bulletins des articles exposaient les avantages que procurerait cette caisse et les progrès que faisait la question près des Chambres de Notaires.

Il était en effet certain que la profession de clerc de notaire ne bénéficiant pas de retraites, le recrutement de nouveaux clercs était très difficile ; les jeunes gens préféraient les carrières administratives où ils étaient assurés d'une stabilité professionnelle et d'une retraite, à ce métier aride, exigeant de grandes connaissances juridiques et où ils avaient sous les yeux l'exemple de clercs vieillissant à leur bureau et travaillant jusqu'à leur mort.

M. Antonelli déposa à la séance de la Chambre des Députés du 4 novembre 1930 une proposition de loi tendant à créer une caisse de prévoyance des clercs de notaire et le 4 novembre 1930 un nouveau projet portant création d'une caisse de retraite et d'assistance notariale fut de nouveau présentée.

Ces projets ne réunirent pas l'unanimité du côté patronal. Les notaires craignaient en effet que la création d'une caisse de retraite commune n'entraînât une grosse dépense à leur charge, dépense qui ne pourrait être compensée par une élévation des honoraires tarifés par la loi. D'autre part, la question des retraites était moins urgente du côté patronal, car le prix de vente des offices procurait en cas de cession un capital très souvent suffi-

sant pour assurer aux notaires une vieillesse à l'abri du besoin ; une caisse existait d'ailleurs, mais seuls en profitaient certains notaires ruraux et la charge en était insignifiante.

En 1936 le nouvel état d'esprit favorable aux revendications sociales devait faire reconsidérer la question. Le conseil d'administration de l'association nationale des Notaires de France tint à affirmer qu'il se ralliait sans réserve au projet de caisse commune de retraite sous la réserve que les petits notaires ruraux, dont le sort est inférieur à celui de beaucoup de clercs y seraient associés. Mais ce fut seulement en 1937 qu'une loi adopta le principe d'une caisse de retraite et de prévoyance des clercs de notaires.

II. — LOI DU 12 JUILLET 1937

Une loi du 12 juillet 1937 publiée au *J. O.* du 14 du même mois, a institué une caisse des retraites et d'assistance des clercs de notaire, caisse qui existe aujourd'hui et dont nous allons entreprendre maintenant l'étude.

Cette caisse comprend deux sections ayant pour objet : l'une la constitution au profit de l'affilié d'une pension en cas de vieillesse ou d'invalidité prématurée, pension réversible pour partie au profit du conjoint, des enfants mineurs et des ascendants à charge, et au profit de ces mêmes bénéficiaires d'une pension en cas de décès ; l'autre section a pour objet le versement d'indemnités en cas de maladie, de maternité ou de chômage. L'affiliation à cette caisse est obligatoire ; à la date de la mise en application, elle l'était pour les clercs et employés alors en

service ; elle l'est par la suite dès leur entrée en fonction. Il faut ajouter que la caisse ainsi créée jouit de la personnalité morale.

La principale question résolue par la loi est celle des ressources de la caisse. L'Etat ne fournit aucune subvention et les versements, divisés en deux sections, sont faits par les notaires et par les clercs de la façon suivante :

La première section afférente à la retraite vieillesse reçoit :

1° Une cotisation de 6 % des salaires, gratification et avantages de toute nature qui sont alloués par les notaires à leurs clercs et employés. Cette cotisation est calculée sur la totalité des salaires s'ils n'excèdent pas 30.000 francs par an et sur une portion égale à cette somme s'ils lui sont supérieurs.

2° Une cotisation obligatoire égale à 3 % des mêmes salaires, payée par les notaires.

3° Une seconde cotisation patronale fournie par 3 centimes additionnels sur les honoraires proportionnels.

La deuxième section afférente à l'assurance maternité, à l'assurance maladie et à l'assurance chômage reçoit :

1° Les cotisations mensuelles des clercs égales à 5 francs par mois pour ceux d'entre eux dont les appointements mensuels n'excèdent pas 1.000 francs ; 10 francs par mois pour ceux dont les appointements sont compris entre 1.000 francs et 2.000 francs ; et 15 francs par mois pour ceux dont les mêmes salaires sont supérieurs à 2.000 francs.

2° La perception d'un centime additionnel aux honoraires proportionnels.

Il résulte de ce tableau que les notaires n'ont pas à

supporter une charge plus élevée que celle qui résultait des assurances sociales ; ce sont donc les clercs qui ont un supplément à payer ; quant aux quatre centimes additionnels perçus sur les honoraires proportionnels ils ne majorent pas de beaucoup la note des clients.

Il faut signaler ici que la question de l'augmentation des tarifs qui était quelque peu lié tout au moins au point de vue administratif avec la question de l'établissement des retraites, a été résolue, puisqu'un décret du 28 août 1937 publié dans le *Journal Officiel* le 31 du même mois (*Rev. du Not.* du 15 sept. 1937, n° 27.046) a relevé d'une façon assez sensible (pour les actes sujets à honoraire proportionnel allant jusqu'à 300.000 fr., l'augmentation ressort, suivant les tarifs de Cour d'appel, de 12 à 17 %) les honoraires des notaires et les aide ainsi à supporter les charges sociales qui grèvent leurs études. A ce sujet, les notaires expriment seulement le regret : d'abord que le décret n'ait pas unifié le tarif de toutes les Cours d'appel car certaines se trouvent vraiment désavantagées par rapport aux autres ; et ensuite, que le droit de rôle d'expédition n'ait pas été relevé d'au moins 1 franc, ce qui aurait représenté un supplément de ressources appréciable pour beaucoup d'études moyennes.

Le projet de la loi du 12 juillet 1937 était resté pendant plus de six ans sur les bureaux des assemblées législatives avant qu'une décision intervienne ; cette longueur s'explique d'abord par l'opposition de certains bureaux des ministères qui ne voulaient pas faire de différence entre les clercs et les autres employés assujettis aux assurances sociales ; et également par les diffi-

cultés soulevées par les organismes représentant les notaires d'une part, les clercs de l'autre.

Cette loi tend à donner aux clercs des avantages qui les apparentent aux fonctionnaires ; en effet, et ainsi que l'ont fait remarquer les divers rapporteurs de la loi, les clercs et employés des études sont des travailleurs d'un genre particulier. Le Notariat étant un service public, les notaires sont des fonctionnaires publics qui jouissent d'un statut spécial ; ils profitent d'un monopole assortis d'avantages inhérents à leur profession.

Les clercs sont soumis aux mêmes règles sévères sans avoir aucun des avantages qui en constituent la contrepartie. En outre ils étaient jusqu'ici ignorés des services publics et ne jouissaient d'aucun des avantages qui en constituent la contrepartie et que l'Etat accorde aux services publics de la Nation (pas de statuts, pas d'inamovibilité, pas de retraite, pas d'ancienneté, pas non plus d'échelle des salaires) ; cependant la cléricature apporte un large tribut au fonctionnement du service public dont elle dépend, et personne ne discute que, surtout dans les centres économiques importants, le Patronat notarial trouve parmi les nombreux employés que sont les clercs un concours qui ne lui est pas marchandé. Si le travail qui est demandé aux clercs est considérable et particulièrement délicat, le patron sait aussi qu'il peut s'appuyer de façon complète sur les capacités professionnelles des cadres de son étude et sur le dévouement désintéressé de ses employés ; et pourtant la situation de ceux-ci est bien souvent précaire et leurs salaires insuffisants, compte tenu du travail qu'ils ont à fournir.

Nous devons ajouter par ailleurs que les notaires ont

vu leurs charges s'augmenter considérablement ces dernières années et que la crise qui sévit depuis trop longtemps, crise accrue dans une grande partie de la France par la guerre, en a mis beaucoup dans une situation difficile. Quoi qu'il en soit, il est certain qu'en dotant les clercs et employés des études des œuvres d'assistance et de prévoyance réclamées par eux à juste titre, la loi leur accorde une amélioration certaine, et dont les bénéficiaires sont dignes.

En outre, cette mesure doit faciliter le recrutement du personnel : il ne faut pas oublier, en effet, que de nos jours, de nombreux licenciés en droit ou de simples bacheliers sont à la recherche d'une place leur permettant de vivre : jusqu'ici le notariat ne la leur procurait pas. Il paraît évident que désormais, une fois le stage élémentaire accompli (l'apprentissage en quelque sorte), beaucoup de jeunes gens capables et actifs seront heureux de se fixer dans le notariat, étant sûrs d'un salaire convenable, ce qui ne manquera pas d'élever le niveau de la profession du point de vue de la valeur intellectuelle.

Cette loi, répondait à un besoin social qui intéressait un personnel nombreux (il y a dans les études de France environ 21.000 clercs ou employés) et représentait une victoire pour les clercs de notaire ; leurs patrons regrettaient seulement que la Chancellerie n'ait pas cru devoir s'intéresser au sort des notaires des petites études rurales, eux aussi dignes d'intérêt.

Un règlement d'administration publique devait intervenir dans les six mois de la promulgation de cette loi pour en régler les conditions d'application et notam-

ment les modalités de constitution, d'organisation et de gestion financière de la caisse créée, les conditions d'attribution et la détermination des pensions, secours, et indemnités institués par la loi et la mise en vigueur des dispositions transitoires.

III. — DÉCRET DU 30 JUIN 1939

Le délai de six mois pendant lequel un décret devait déterminer les modalités d'application de la loi du 12 juillet 1937 ne fut pas respecté par les ministères compétents. La tension internationale avait rendu cette question secondaire et ce n'est que le 30 juin 1939 (*Journal Officiel* du 2 juillet 1939) que parut un décret portant règlement d'administration publique relatif à la Caisse de Retraite et de Prévoyance des clercs et employés de notaire. Le texte de ce décret qui ne comprend pas moins de 55 articles est très long, aussi devons-nous nous borner à en indiquer l'essentiel.

Le titre I^{er} est consacré au fonctionnement et au contrôle de la Caisse. De nombreuses précisions sont apportées sur les conditions de nomination au conseil d'administration qui comprend 8 clercs, 5 notaires et 5 représentants de l'Etat. Les réunions, de ce Conseil, son rôle, le placement des disponibilités de la Caisse, le règlement intérieur sont autant de questions qui ne nous intéressent pas directement.

Au contraire le titre II est très important. Il concerne tout d'abord les risques de maladie, de maternité, et d'invalidité. Quels sont à ce sujet les avantages procurés par cette caisse ?

La Caisse de Retraite et de Prévoyance sert d'une part des prestations en nature (1) aux assurés et à leur famille, et cela :

1° Pendant un délai de six mois en cas de maladie ou d'accident non régis par la législation sur les accidents du travail et en dehors des soins personnels accordés à des malades ou blessés de guerre au titre de l'article 64 de la loi du 31 mars 1919.

2° En cas de maternité, six semaines avant et six semaines après l'accouchement.

Ces prestations sont de même nature et allouées dans les mêmes conditions que celles prévues par les assurances sociales.

A ces prestations en nature s'ajoutent des prestations en espèces, savoir :

1° En cas d'incapacité de travail de l'assuré, résultant de maladie ou d'accident, et pendant le repos de maternité de l'assurée, une indemnité journalière variant de 5 à 40 francs suivant le montant des cotisations versées pendant la période de référence.

2° En cas de maternité 6 primes d'allaitement de 150 francs par mois pour le premier enfant et à partir du deuxième six primes d'allaitement de 250 francs pendant six mois.

Le titre II du décret détermine aussi quels sont les bénéficiaires de ces avantages. Bénéficient des prestations en nature :

1° En cas de maladie ou d'accident : l'assuré quel

(1) C'est-à-dire remboursement partiel des frais médicaux et pharmaceutiques, des soins dentaires et des frais d'hospitalisation et de cure.

que soit son âge ; le conjoint non salarié ou dont le salaire ne dépasse pas 30.000 francs par an et qui n'est pas affilié aux assurances sociales ; et les enfants à charge de moins de 16 ans, non salariés et dont l'assuré est le tuteur.

2° En cas de maternité : l'assurée ou la femme de l'assuré, non salariée ou dont le salaire ne dépasse pas 30.000 francs par an et qui n'est pas affiliée au régime des assurances sociales.

Par contre, seuls les assurés bénéficient des prestations en espèces, c'est-à-dire du paiement, par jour ouvrable d'une indemnité correspondant au demi-salaire, pendant les périodes d'incapacité de travail et de repos de maternité.

Ce même décret détermine aussi quelles sont les conditions de versements à remplir pour avoir droit aux prestations ; selon les cas il faut que l'adhérent justifie avoir versé cinq ou neuf cotisations mensuelles. Enfin il détermine quels sont les modes de règlement des prestations.

Etudions maintenant quelles sont les précisions que le décret du 30 juin 1939 apporte sur l'assurance invalidité.

A droit à une pension d'invalidité l'assuré qui, en cas de maladie ou d'accident non régi par la loi sur les accidents du travail, après un délai de six mois ou après consolidation de sa blessure, reste atteint d'une affection ou d'une infirmité et qui n'est plus en mesure de trouver dans la même région un emploi lui procurant un salaire supérieur au tiers de la rémunération habituelle des personnes de mêmes aptitudes jouissant de

leurs pleines capacités physiques. Cette pension est toujours concédée à titre temporaire et est suspendu en tout ou en partie lorsque la capacité de travail de l'intéressé devient supérieure à 50 %. Elle est égale à 45 % du salaire annuel moyen résultant des cotisations versées après l'âge de trente ans, et prend fin à l'âge de soixante ans ; elle est alors remplacée par la pension vieillesse à laquelle l'assuré a droit.

En effet, le titre II prévoit aussi la création d'une pension de retraite à partir de l'âge de soixante ans. Cette pension est égale à autant de soixante cinquièmes du salaire annuel moyen résultant des cotisations versées après l'âge de 30 ans que l'assuré compte d'années d'assurance. Toutefois lorsque l'assuré compte plus de trente années d'assurance, la pension ne s'accroît qu'à raison d'un cent trentième du salaire moyen par année d'assurance au-dessus de trente années sans pouvoir dépasser 55 % dudit salaire moyen. De plus, l'assuré qui quitte sa profession avant 55 ans, sauf pour l'accomplissement de son service militaire légal, cesse de faire partie de la Caisse.

Au décès d'un clerc ou d'un employé retraité le conjoint non séparé de corps a droit à une pension égale à la moitié de celle dont jouissait son conjoint prédécédé. Cette pension n'est accordée au survivant que si le mariage a été contracté deux ans au moins avant l'entrée en jouissance de la pension ou deux ans avant la maladie ou l'accident suivi d'invalidité, ou s'il existe un enfant né ou à naître du mariage. De plus chaque orphelin a droit à une pension temporaire égale à 10 % (sans possibilité de cumul avec celle du survivant) et à défaut de des-

cendant ou de conjoint la pension est réversible pour 30 % sur la tête du ou des ascendants.

Enfin il peut être accordé pendant six mois au plus, dès la cessation de leurs services dans une étude, une allocation aux assurés se trouvant en chômage involontaire. Le taux en est fixé en temps opportun par arrêté du Ministre du Travail.

Quant au titre III du décret du 30 juin 1939 il ne contient que des dispositions transitoires sans importance aujourd'hui.

Tous les détails du fonctionnement de la Caisse de Retraite et de Prévoyance des clercs de notaire ont donc été prévus par ce décret. Un gros progrès a été fait par rapport au régime des assurances sociales ; en effet, si pour les assurances « maternité et maladie » le régime est resté presque identique, les clercs sont maintenant assurés d'une pension d'invalidité et d'une retraite vieillesse réversible pour partie sur la tête de leurs veuves et de leurs orphelins. Ils peuvent même jouir d'une assurance en cas de chômage.

Depuis la publication du décret du 30 juin 1939 la Caisse de Retraite et de Prévoyance des clercs de notaires a fonctionné d'une façon très régulière ; et son service ne fut interrompu qu'un mois du fait de la guerre. Elle donne satisfaction à tous. Les clercs sont heureux de voir leurs revendications aboutir, d'avoir la possibilité de jouir d'une retraite pendant leurs vieux jours, et de constater que leur système d'assurance est plus complet que celui des assurances sociales ; aussi, à la différence de ce qui se passait auparavant, rares sont ceux qui essaient de se soustraire à l'application de

cette loi. Quant aux notaires, ils espèrent que ce nouveau régime apparentant les clercs à des fonctionnaires, facilitera le recrutement de jeunes gens que ce métier n'attirait pas jusqu'alors ; ils regrettent cependant que contrairement à leur désir le sort des notaires de petites études rurales n'ait pas été réglé de la même façon.

Cette Caisse a pris depuis sa création une telle place dans le notariat, qu'un arrêté ministériel du 16 août 1940 l'a désignée comme devant prendre la suite de la Caisse primaire de répartition du notariat de Paris et du département de la Seine, Caisse qui jusqu'alors avait subsisté par suite du particularisme des clercs de notaire parisiens. Quant à la loi du 21 mars 1941 elle ne devait amener aucun changement à la Caisse de Retraite et de Prévoyance du Notariat.

Ce qu'il faut souhaiter pour terminer, c'est que la gestion de cette Caisse reste toujours excellente afin que sa charge ne grève pas les salaires des clercs d'une façon exagérée. Il faut surtout qu'elle sache se conserver la sympathie de tous, clercs et notaires, et cela dépendra principalement de la manière dont elle saura ajuster les devoirs et les droits de chacun.

CHAPITRE X

CHARTRE DU TRAVAIL ET ORGANISATION CORPORATIVE DU NOTARIAT

Une nouvelle étape dans la législation sociale vient enfin d'être franchie par une loi en date du 4 octobre 1941, publiée au *Journal Officiel* du 27 octobre 1941, et appelée « Charte du Travail ». Ce texte fondamental devant régler à l'avenir les rapports entre patrons et salariés est né des ruines de l'ancienne conception de l'opposition d'intérêts entre les employeurs et salariés, et de la défense syndicale de ces intérêts, amenant directement à la lutte des classes. La Charte du Travail est conçue dans la volonté de rompre avec ces erreurs tragiques et aspire à une paix sociale où, dans un ordre nouveau seraient assurés : la primauté de la nation sur les intérêts particuliers, la collaboration confiante de tous les membres de la profession en vue de réaliser la prospérité des entreprises et le développement progressif des réalisations sociales destinées à satisfaire les intérêts et les aspirations légitimes des travailleurs.

Pour atteindre ce but, la Charte du Travail n'a pas cru pouvoir rompre brutalement avec toutes les insti-

tutions du passé. Tout en créant des organisations professionnelles nouvelles, aptes à engendrer une atmosphère plus propice à la justice pour tous et à la prospérité pour chacun, elle a cru devoir maintenir les anciennes bases de l'organisation professionnelle française, en leur assignant un rôle plus restreint et plus conforme à l'esprit nouveau. Ne pouvant réglementer directement par des prescriptions détaillées la nouvelle organisation du travail, et inspirée du souci de construire solidement et avec fruit, elle laisse à des lois et décrets d'application à intervenir dans un prochain avenir, le soin des réalisations concrètes, pour lesquelles elle pose les principes. Elle se contente donc de préciser les grandes règles qui régiront désormais les rapports des travailleurs aussi bien dans l'exercice de leur métier que dans le développement de leur vie matérielle et morale ; et une de ces règles les plus intéressantes est la création future de corporations depuis longtemps réclamées par la cléricature française.

Une question essentielle se pose à propos de cette loi : la Charte du Travail est-elle applicable aux professions libérales, spécialement aux offices ministériels ?

L'article 6 énonce : « les établissements industriels, et commerciaux sont répartis entre un nombre déterminé de familles professionnelles » alors que l'article 1^{er} avait dit que « les activités professionnelles sont réparties entre un nombre déterminé de familles industrielles ou commerciales ». Laquelle des deux versions est à considérer comme exacte ? Les solutions sont bien différentes selon qu'on accepte l'une ou l'autre rédaction ; en effet, le texte de l'article 1^{er}, inséré en tête de la

Charte, parmi l'énoncé des principes généraux, semble s'appliquer à toutes les activités professionnelles sans distinction aucune, y compris les professions libérales, pour les classer dans un certain nombre de famille qualifiées d'industrielles ou de commerciales ; par contre, l'art. 6 ne classe que « les établissements industriels et commerciaux » expression différente, absolument précise qui désigne bien l'activité industrielle et commerciale proprement dite, à l'exclusion de toute autre. Ainsi le personnel d'une étude de notaire vit de son industrie dans le sens élargi qu'on peut donner au texte de l'article 1^{er}. Par contre cette étude ne saurait être considérée en aucun cas, comme constituant un « établissement industriel ou commercial » dans le sens de l'art. 6.

Dans cette opposition de textes, quelle est l'interprétation qu'il faut faire prévaloir ? La cléricature est-elle soumise ou non à la Charte du Travail ? Il semble que la Charte n'a pas voulu limiter sa portée aux seules professions industrielles ou commerciales ; elle concerne, en principe, l'ensemble du travail national et non seulement la catégorie des travailleurs d'usine ; elle constitue une œuvre aussi vaste que possible, devant assurer la paix sociale partout où s'établissent des rapports entre patrons et salariés. Il faut, pour qu'elle ne s'applique pas qu'une disposition spéciale de la Charte le dise expressément, et c'est dans cet ordre d'idée que l'article 7 précise que les fonctionnaires sont exclus du champ d'application de la nouvelle loi.

Les principes de la Charte du Travail semblent donc devoir s'appliquer au notariat, mais les décrets précisant les réalisations concrètes et les prescriptions dé-

taillées de la nouvelle vie professionnelle ne sont pas encore intervenus.

Il est certainement prématuré de porter un jugement définitif sur la valeur de l'œuvre entreprise, mais il y a lieu d'apprécier le sens de modération qui se fait jour à la solution de certaines questions délicates. Par contre, le principe du salaire minimum vital semble ne pas avoir été assez élevé au rang d'un véritable dogme social devant lequel toute autre considération devait s'incliner. La Charte du Travail est dominée tout au long par la préoccupation du Maréchal de France, Chef de l'Etat, d'assurer les rapports harmonieux et justes entre employeurs et employés ; elle sera sans doute un grand instrument de paix sociale.



Légèrement avant la publication de la Charte du Travail, la loi du 16 juin 1941 (*Journal Officiel* du 28 juillet) avait réorganisé le notariat sur la base corporative. Cette loi mettait en application les principes dont le gouvernement s'était inspiré en créant par des lois des 7 octobre et 31 décembre 1941 l'ordre des médecins et celui des architectes (1). Pour le Notariat cependant le mot « ordre » n'a pas été employé et l'Association Nationale des Notaires exposait dans une circulaire du 27 août 1941 qu'il s'agissait d'une réorganisation corporative de la profession. Cette dénomination, exacte d'après les textes, risque de créer une confusion.

(1) Voir à ce sujet les articles de M. de la Lacharrière dans la revue « Droit Social » n^{os} de janvier, février et mars 1941.

Certes les Ordres sont des corporations, c'est-à-dire des associations d'entreprises professionnelles réunissant les divers groupes d'activité qui collaborent à l'élaboration des mêmes services, mais puisque le mot n'est pas le même, c'est que probablement l'Ordre désigne une autre idée. Quelle différence y a-t-il donc entre l'Ordre et la corporation ?

Cette différence est parfois difficile à discerner, mais ce qui distingue principalement l'Ordre de la corporation c'est que l'Ordre ne s'applique qu'à des professions libérales, et que sa grande loi n'est plus à proprement parler une loi d'ordre matériel, c'est une loi morale. Les principes des Ordres sont des lois d'Honneur, c'est un nouveau principe qui s'introduit dans le règne du Droit ou plutôt qui y reparaît dominant : « le principe de l'éthique ». C'est ainsi que les juridictions des Ordres sont surtout des « tribunaux d'honneur », ce qui ne veut pas dire qu'ils sortent du Droit, mais que certaines notions jusqu'ici en dehors du Droit vont y rentrer.

Le système corporatif satisfait à des désirs propres aux professions libérales. Pour celles-ci, les mobiles d'ordre économique ne sont pas les seuls qui doivent être pris en considération. Il est légitime bien entendu, que chacun ait souci de la rémunération de son activité. Mais il serait d'un scepticisme superficiel de nier que certaines professions sont recherchées pour l'indépendance et l'honorabilité qu'elles confèrent autant et plus que pour les gains qu'elles procurent. Il est certain que l'Ordre des avocats s'est attaché moins à défendre les intérêts pécuniaires de ses membres que leur dignité et leur considération. C'est ainsi que les conseils de l'Ordre

frappent de peines disciplinaires les avocats qui poursuivent en justice le recouvrement des honoraires qui leur sont dus, ou leur interdisent de représenter leurs clients comme mandataires, afin qu'ils n'aient point de comptes à rendre. En réprimant les abus qui déconsidèrent la profession dans l'opinion publique, l'institution corporative répond à ce désir d'honorabilité professionnelle. Elle évite cette contagion des abus qui se propage même parmi les honnêtes gens lorsque l'absence de réglementation ou de contrôle les mettraient en état d'infériorité s'ils ne suivaient eux-mêmes les errements qu'ils condamnent.

Le Notariat, réorganisé par la loi du 16 juin 1941 modifiant les Chambres des Notaires et instituant des Conseils régionaux, ainsi que par le décret du même jour relatif à l'organisation de ces Chambres et de ces Conseils, est définitivement une institution corporative. C'est, de plus, une corporation dans laquelle les « principes d'honneur » sont primordiaux. Le Notariat, sous la surveillance du Parquet, est donc implicitement un Ordre. C'est une application du corporatisme d'association qui s'oppose au corporatisme d'Etat.

En pratique, cependant, le mot : Ordre n'est pas employé pour désigner les officiers ministériels, par suite d'une tradition qu'aucune loi n'est venue démentir.

C'est parce que, de tout temps, le Notariat a été un Ordre que les clercs de notaire ont toujours eu une place privilégiée dans la société parmi les autres employés ; la loi du 21 mars 1941 qui tendait à les assimiler à des ouvriers ne pourra leur faire perdre cette

place de choix car le nouveau texte législatif du 16 juin 1941 a réorganisé la profession sur les bases d'un Ordre, sans d'ailleurs en employer le mot. Il faut donc souhaiter que les décrets d'application de la Charte du Travail prévoient un régime spécial pour les clercs de notaire.

CONCLUSIONS

Telle est la situation des clercs de notaires vis-à-vis du droit social.

Leur sort n'a été amélioré, ainsi que nous l'avons vu, que lentement et progressivement, très souvent avec un retard de quelques années sur celui des ouvriers d'usine. En effet, ce sont ces derniers qui furent la cause déterminante de tous les progrès sociaux et leur action était d'autant plus efficace qu'elle avait lieu sous un régime politique basé sur le suffrage universel. Dans l'industrie, l'effet « de massification active » pouvait jouer à plein alors que les clercs de notaire, étant peu nombreux et peu remuants, ne semblaient pas intéressants. Par ailleurs, régnait encore à leur endroit ce que M. Planiol a appelé le préjugé des arts mécaniques et libéraux ; on se refusait à les assimiler à de simples employés et c'est ainsi qu'ils échappèrent à certaines dispositions protectrices du travail.

Aujourd'hui, la situation est presque renversée. Les clercs de notaire jouissent de certains avantages supérieurs à ceux des autres salariés (en ce qui concerne les retraites ou l'assurance chômage, par exemple). D'autre part, la majorité des études ayant conservé un caractère familial, les relations entre clercs et notaires sont tou-

jours empreintes d'une grande cordialité, et toutes les lois sociales y sont appliquées d'une façon plus souple que ne le permet un règlement d'atelier. Cela ne veut d'ailleurs pas dire qu'il ne reste aucun progrès à faire.

En effet, une question essentielle n'est pas encore réglée d'une façon satisfaisante : c'est celle des appointements des clercs de notaire. Très souvent les salaires des clercs ne sont pas suffisants pour leur permettre de vivre de la manière exigée par leur profession et de garder la situation privilégiée qu'ils occupent dans la société par rapport aux autres employés. Dans de nombreuses petites villes, les clercs de notaire gagnent moins que certains contremaîtres d'usine ; leur apprentissage a pourtant été aussi long et plus délicat que pour la plupart de ceux-ci et leur responsabilité est plus lourde que dans les autres professions. La raison de cet état de fait est que les clercs de notaire n'osent pas réclamer l'augmentation nécessaire pour adapter leurs appointements au coût de la vie ; quant aux notaires ils n'ont pas vu, dans certaines régions, leurs honoraires augmenter suffisamment pour faire un grand effort en ce sens. Ce problème est donc lié à celui de l'augmentation du tarif légal des notaires, tarif qui comporte encore de nombreux droits fixes et ne peut être modifié que par décret.

Il faut surtout ne pas oublier que la cléricature est une profession très particulière à laquelle ne peut être étendue la totalité des lois sociales. La législation du travail constitue en effet une armature établie d'une seule pièce, enfermant dans des cadres rigides les professions auxquelles elle s'applique. C'est d'ailleurs tout

à fait normal pour l'ensemble de ces professions : que des entreprises de tissage, de fabrication de meubles, de fonderies ou d'extraction de minerais, que de grands magasins de vente ouverts au public soient astreints, sur toute l'étendue du territoire français, à une réglementation identique et absolue de leurs conditions de travail et de leurs rapports avec les ouvriers et employés, cela peut se concevoir ; toutes ces entreprises, ou qu'elles fonctionnent et malgré quelques différences de modalités, procèdent à leur tâche dans des conditions qu'on peut considérer comme identique. Tous ceux qui y concourent ont à fournir le même effort, à courir le même risque, et le travail d'un atelier à l'autre, d'une usine à l'autre, reste le même, que ce travail soit exécuté dans une entreprise plus ou moins importante, dans une ville ou à la campagne, au nord ou au midi de la France.

Dans le notariat, il en est tout autrement. Ce qui, depuis 150 ans que ses règles fondamentales ont été posées, lui a permis de se maintenir, toujours égal à lui-même et de conserver son prestige, ses buts et son utilité foncières, c'est qu'il a su, sans sortir du cadre réglementaire que lui a imparti la loi du Ventôse, s'adapter aux circonstances et se plier aux nécessités qui, pour lui comme pour toutes les autres professions, découlent des conditions nouvelles d'existence et de travail : le notariat a toujours imprimé aux lois sociales la marque de son « génie propre », le mot étant repris dans son sens étymologique ; et c'est ce qu'il ne manquera pas de faire pour la loi du 21 mars 1941.

D'ailleurs, l'atmosphère de courtoisie qui règne dans la plupart des études, entre patrons et clercs, doit être

la meilleure sauvegarde des droits de chacun et l'état d'esprit général semble prêt à accepter librement les efforts, restrictions, et sacrifices personnels qui sont inévitables.

C'est une grande raison d'espérance pour l'avenir, car tant qu'une réforme n'est pas faite dans le cœur des hommes, les textes légaux, si bien inspirés qu'ils soient, ne peuvent aboutir qu'à des résultats partiels et éphémères.

Vu : *Le Doyen,*

C. RIPERT.

Vu : *Le Président de la Thèse,*

G. SCALLE.

Vu et Permis d'imprimer.

Le Recteur de l'Académie de Paris,

Gilbert GIDEL.

ADDENDUM

MODÈLE DE CONVENTION COLLECTIVE EN VIGUEUR DANS LE NOTARIAT

Règlementation des conditions de travail dans les Etudes de Notaires des arrondissements de Châlons-sur-Marne Vitry-le-François, Sainte-Menehould

Entre les délégués de l'Assemblée Générale des Notaires des arrondissements de Châlons-sur-Marne, Vitry-le-François et Sainte-Menehould, et les Délégués du Comité de l'Association Syndicale Professionnelle des Clercs de notaire de la Marne,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

OBSERVATION PRÉLIMINAIRE

Il est expressément stipulé qu'en aucun cas, les accords ci-après ne pourront ni servir de prétexte à la suppression de tous usages particuliers plus avantageux concernant les salaires, les vacances, les congés et les conditions de travail, à des renvois de personnel ou à des suppressions d'emploi, ni porter atteinte à des situations acquises plus avantageuses, sauf toutefois pour les employés retraités ou pensionnés.

Il est entendu que seuls les congédiements pour cause d'insuffisance des produits de l'office ou pour incompétence ou faute professionnelle ne constitueront pas une

violation de ces accords, le bien fondé du congédiement pouvant toutefois être soumis à l'arbitrage.

Les clercs et employés s'engagent à n'apporter par leur attitude et leurs agissements aucun préjudice au notariat ou à l'étude dans laquelle ils travaillent.

RETRAITES

Les parties contractantes déclarent qu'elles approuvent entièrement les dispositions du projet de loi sur les retraites actuellement en instance devant le Sénat.

Elles s'engagent à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour en hâter le vote.

SALAIRES

Les clercs et employés des études des arrondissements de Châlons, Vitry et Sainte-Menehould, auront droit à des salaires mensuels minima tels que ceux fixés au tableau annexé, sauf ce qui sera dit ci-après pour les retraités ou pensionnés.

Les salaires devront en général, être améliorés, individuellement suivant la capacité du clerc ou employé, sa bonne volonté, son activité, son ancienneté à l'étude et l'importance du travail fourni par lui.

Il ne sera fait, au point de vue de la rémunération, aucune distinction entre le clerc inscrit au registre du stage et celui qui ne le sera pas, même s'il s'agit de l'inscription du premier clerc, à nombre égal d'heures de présence et de travail.

Le travail supplémentaire en dehors des heures normales de travail est facultatif. La rémunération de ces heures est fixée d'accord entre le notaire et le clerc ou employé auquel il le demande.

Pour l'application du barème des salaires, les clercs et employés des études seront classés d'après les postes qu'ils occupent actuellement, sans pouvoir être déclassés, à peine de recours en arbitrage.

Les notaires auront le droit d'employer dans leurs études des personnes bénéficiant d'une retraite, pensions ou

allocations quelconques, mais en aucun cas ces personnes ne pourront recevoir des salaires qui, ajoutés à leurs pensions, retraites ou allocations, soient supérieurs aux salaires de la catégorie dans laquelle elles seront classées.

HYGIÈNE

Les notaires s'obligent à se conformer aux lois sur l'hygiène pour l'éclairage, l'aération, la dimension et le nettoyage des locaux où travaillent les clercs, l'aménagement des études insalubres, s'il en existait, devrait être réalisé immédiatement.

PÉRIODES MILITAIRES — MALADIES ET INCAPACITÉ DE TRAVAIL

Les périodes militaires obligatoires ne seront pas une cause de renvoi. Les appointements seront payés pendant leur durée, si le clerc ou employé est depuis au moins un an à l'étude. La durée de ces périodes ne pourra être imputée sur celle du congé annuel payé.

Toute incapacité de travail du personnel provenant de maladie ou accident dûment constatés et ne devant pas nécessiter un arrêt de travail supérieur à trois mois, dans le courant d'une année, ne sera pas une cause de renvoi.

En conséquence, le clercs ou employé ne pourra être congédié durant cette période.

Toute absence pour cause de maladie sera dûment constatée au moyen de certificats et s'il y a lieu, de visites à domicile.

Les appointements seront payés pendant un mois à plein tarif, et deux mois à demi-tarif, déduction faite pour le personnel bénéficiant des Assurances Sociales ou toute autre Caisse les remplaçant, des émoluments et indemnités alloués par celles-ci.

Pour les clercs et employés payés à la tâche, le salaire de base sera établi d'après la moyenne des salaires de chacun d'eux pendant les douze mois qui auront précédé l'incapacité de travail, ou si cette incapacité se produit moins de douze mois après leur entrée à l'étude, d'après les salaires perçus par chacun d'eux depuis son entrée.

MATERNITÉ

Les femmes clercs ou employées à l'occasion de leurs couches auront droit à deux mois de congé payé, à prendre en principe un quart avant, et trois-quarts après, sauf avis contraire du médecin ou de la sage-femme. Pendant ces deux mois, elles recevront leurs salaires entiers, déduction faite des émoluments et indemnités payés par les Assurances Sociales ou tout autre Caisse les remplaçant.

Les allocations de naissance et primes accordées à cette occasion seront, bien entendu, intégralement acquises à la bénéficiaire.

DURÉE DU TRAVAIL — OUVERTURE DES ÉTUDES
SEMAINE ANGLAISE — REPOS DOMINICAL — CONGÉS ANNUELS

Durée du travail : Elle ne pourra excéder quarante-et-une heures par semaine.

Ouverture des études : Les heures d'ouverture des études seront organisées en conséquence.

Semaine anglaise : La semaine anglaise sera accordée aux clercs et employés par la fermeture des études, le samedi après-midi à l'exception de la Ville de Vitry-le-François où les études seront fermées le lundi matin.

Repos dominical : Le repos dominical sera rigoureusement observé, comme il doit l'être dès maintenant.

Congé annuel : Tous les clercs et employés travaillant depuis un an dans une étude auront droit, conformément à la loi du vingt-cinq juin mil neuf cent trente-six, à quinze jours de vacances payés, dont douze ouvrables, plus un jour supplémentaire par année de présence, avec maximum de trois semaines, dont dix-huit jours ouvrables.

Les congés accordés en cours d'année sauf le cas de force majeure s'imputeront sur le congé annuel payé.

Les salaires des clercs et employés payés à la tâche seront calculés comme il est dit sous le titre « Périodes militaires, maladies et incapacités de travail ».

Les vacances seront prises entre le premier juin et le quinze octobre, de la manière qui conviendra le mieux à la bonne marche de l'étude.

Outre les vacances annuelles ci-dessus, les ponts et jours de congé légaux pour les Administrations de l'Etat seront accordés payés.

Les usages particuliers de congé payé pour fêtes locales ou régionales habituelles seront obligatoires pour toutes les études de la même résidence.

DÉLAI-CONGÉ

Le délai de congédiement pour les notaires et pour les clercs et employés part du premier jour du mois qui suit l'avis de départ donné par l'une des parties à l'autre.

Le notaire est libre de ne pas conserver à son étude, pendant ce délai, les clercs ou employés congédiés, mais à charge de leur verser préalablement à son départ le montant des salaires et indemnités auxquels il a droit. Les salaires des clercs ou employés payés à la tâche seront calculés comme il est dit sous le titre « Périodes militaires, maladies et incapacités de travail ».

La durée du délai-congé est de deux mois.

Toutefois, le délai-congé n'aura pas à être observé : 1° Lorsque le congé sera donné en considération d'un fait grave soumis, en cas de besoin, à l'arbitrage ; 2° Dans le cas où le clerc ou employé aura été engagé pour une durée déterminée, de même que pendant une période d'essai.

Le congédiement donné entre le premier juin et le quinze octobre ne peut être une cause de suppression des vacances, sauf dans le cas où le clerc ou employé aura été congédié pour un fait grave reconnu ainsi qu'il est prévu à l'alinéa précédent.

La durée des vacances ne s'ajoute pas à celle du délai-congé mais se confond avec lui.

Le clerc ou employé congédié, quel que soit son emploi, aura toujours le droit de se replacer là où bon lui semblera.

Dans le cas où le clerc ou employé congédié trouverait une place lui donnant satisfaction avant l'expiration du délai-congé sus-indiqué, il pourra s'entendre avec son patron pour réduire celui-ci.

Pendant la durée du délai-congé, le clerc ou employé pourra après entente avec son patron, disposer d'un jour

au maximum par semaine pour chercher une place, sans réduction de ses salaires.

LIBERTÉ SYNDICALE

Les notaires s'engagent à ne pas prendre en considération le fait d'appartenir ou non à un syndicat, pour arrêter leurs décisions en ce qui concerne l'engagement de leur personnel, la conduite ou la répartition du travail, les mesures de discipline ou de congédiement.

Si un clerc ou employé conteste les motifs de son congédiement et prétend qu'il a été congédié en violation de l'engagement qui vient d'être pris, il peut demander l'arbitrage. Ce recours ne fait pas obstacle au droit d'obtenir judiciairement réparation du préjudice causé.

CORRESPONDANCES ADRESSÉES AU PERSONNEL DES ÉTUDES

Tout notaire aura le droit absolu, s'il le juge à propos de ne pas autoriser les clercs et employés à recevoir à son étude de correspondance adressée à leur nom.

Si, malgré cette défense, il arrive à l'étude, des lettres au nom d'un clerc ou employé, le notaire pourra les refuser et les rendre au facteur.

Les télégrammes seront remis aux destinataires.

RÈGLEMENT DES CONFLITS

Tout conflit entre notaires et clercs ou employés des études ne rentrant pas dans les attributions de la Chambre de discipline sera porté, sans aucun frais, à la requête de la partie la plus diligente, devant une Commission paritaire, qui devra entendre séparément, et s'il y a lieu contradictoirement, le notaire et le clerc ou employé, concilier les parties sinon statuer dans le mois.

Cette Commission paritaire sera appelée à connaître en général de tous conflits entre notaires et clercs relativement à la présente réglementation.

Elle sera composée de trois notaires et de trois clercs ou employés des études. En cas de partage des voix, le

litige sera soumis à l'arbitrage de Monsieur le Président du Tribunal civil du ressort ou d'un magistrat choisi à l'amiable ou désigné, à défaut d'accord, par Monsieur le Président dudit Tribunal.

Les trois notaires seront désignés par la Compagnie des Notaires et seront rééligibles.

Les trois délégués du personnel seront élus au scrutin secret et à la majorité relative, par les clercs et employés des études des arrondissements de Châlons, Vitry et Sainte-Menehould. Ils seront rééligibles.

Des délégués suppléants pourront être désignés tant par les notaires que par les clercs.

Les élections des délégués des notaires et du personnel devront avoir lieu dans les trois mois de ce jour.

En cas de décès ou de démission d'un délégué en cours de mandat, il sera pourvu à son remplacement dans le mois, si le nombre des délégués se trouvait inférieur à trois.

La Commission paritaire ou l'arbitre, en cas de partage des voix, auront le droit de renvoyer les parties à se pourvoir devant tous juges et tribunaux compétents à connaître des litiges à trancher.

Un règlement intérieur sera établi par la Commission dès sa constitution et au plus tard dans le mois de la désignation des derniers délégués.

DURÉE

Les présentes conventions sont établies pour une durée de trois ans à compter du premier mars mil neuf cent trente-sept, par effet rétroactif, se renouvelant par tacite reconduction à défaut de dénonciation par lettre recommandée adressée au Président de la Chambre des Notaires ou au Président du syndicat le plus représentatif des clercs, trois mois au moins avant l'expiration de chaque période.

Fait à Châlons-sur-Marne, le sept avril mil neuf cent trente-sept.

Suivent les tarifs des salaires minima.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

AMIAUD. — *Traité formulaire général alphabétique et raisonné du notariat.*

ARMBRUSTER. — *Le repos hebdomadaire.*

CAPITANT. — *Précis de législation industrielle.*

COMPIN. — *Contribution à l'Etude de la condition juridique du clerc de notaire.* Thèse, Paris, 1930.

COPPIN. — *Origine du notariat.* Thèse, Douai, 1881.

DALLOZ. — *Répertoire de jurisprudence générale.*

DEFRENOIS. — *Traité pratique et formulaire général du notariat.*

DICIONNAIRE DU NOTARIAT.

FABRE. — *Les clercs du Palais.*

GENTY. — *La Basoche Notariale.*

LOYSEAU. — *Des Offices.*

MALOIGNE. — *Du repos hebdomadaire des clercs dans les offices.* Thèse, Paris, 1926.

ROLLAND DE VILLENARGUES. — *Répertoire de la jurisprudence et du notariat.*

RUTGEERTS. — *Commentaires de la loi du 25 Ventôse An XI.*

SCELLE. — *Précis de législation industrielle.*

SIREY. — *Recueil général des lois et arrêts.*

PÉRIODIQUES

Bulletin de l'Association Nationale des Notaires de France.

Bulletin de la Société Mutuelle de Secours et de Retraites pour les Clercs de Notaires.

L'Eveil Syndical de la Basoche.

La Gazette du Palais.

Le Journal des Notaires et des Avocats.

Répertoire général du Notariat et de l'Enregistrement.

Revue « Droit Social ».

Revue Nouvelle de Notariat et de Procédure.

Revue Nouvelle de la Basoche.

Revue du Notariat et de l'Enregistrement.

Ventôse.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION HISTORIQUE	Pages 1
CHAPITRE PREMIER. — SITUATION DU CLERC DE NOTAIRE DANS LA SOCIÉTÉ ET VIS-A-VIS DE SON PATRON.	8
CHAPITRE II. — FORMATION DU CONTRAT DE TRAVAIL ..	19
CHAPITRE III. — CONDITIONS DE TRAVAIL	30
I. — <i>Durée du travail</i>	30
II. — <i>Repos hebdomadaire</i>	38
III. — <i>Congés payés.</i>	48
CHAPITRE IV. — RÉTRIBUTION DES CLERCS DE NOTAIRE.	51
CHAPITRE V. — ALLOCATIONS FAMILIALES	59
CHAPITRE VI. — ACCIDENTS DU TRAVAIL	66
CHAPITRE VII. — LE SYNDICALISME CHEZ LES CLERCS DE NOTAIRE	72
CHAPITRE VIII. — DURÉE ET RÉOLUTION DU CONTRAT DE TRAVAIL	83
CHAPITRE IX. — ASSURANCES SOCIALES ET RETRAITES DES CLERCS DE NOTAIRE	97

	Pages
CHAPITRE X. — CHARTE DU TRAVAIL ET ORGANISATION CORPORATIVE DU NOTARIAT	113
CONCLUSIONS.	121
ADDENDUM : Modèle de convention collective en vi- gueur dans le notariat	125
BIBLIOGRAPHIE	133

